

LA CREUSE

Avec vous au quotidien

aménagement

culture

éducation

solidarité

transport

...

Rapport d'activité 2012



R A P P O R T D ' A C T I V I T É 2 0 1 2

.....



APPARU AVEC LA DÉCENTRALISATION, C'EST-À-DIRE DEPUIS LA LOI DU 2 MARS 1982, LE RAPPORT D'ACTIVITÉ DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX EST UN DOCUMENT ESSENTIEL. CONFORMÉMENT À L'ARTICLE L. 3121-21 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, IL RECENSE LES ACTIONS ENGAGÉES, DOMAINE PAR DOMAINE, ET DRESSE UN BILAN ANNUEL, PERMETTANT DE PRENDRE

DU REcul SUR L'ANNÉE ÉCOULÉE, DE PORTER UN REGARD À LA FOIS PRÉCIS ET GÉNÉRAL SUR LE TRAVAIL ACCOMPLI PAR LES SERVICES.

CE DOCUMENT A VOCATION À PRÉSENTER DE FAÇON SYNTHÉTIQUE TOUTE LA DIVERSITÉ DES ACTIONS, RESPONSABILITÉS, SERVICES DÉPLOYÉS PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL, PAR CEUX ET CELLES QUI LES PORTENT, ÉLUS ET SERVICES, CÔTE À CÔTE.

CONSTAT UTILE POUR AMÉLIORER NOS INTERVENTIONS ET PRÉPARER L'AVENIR, LE PRÉSENT RAPPORT EST UN OUTIL DE TRAVAIL QUI PERMET AUX ÉLUS DE FAIRE LE POINT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES QU'ILS ONT DÉCIDÉES. CE DOCUMENT PERMET ÉGALEMENT À NOS CONCITOYENS QUI LE SOUHAITENT DE PRENDRE CONNAISSANCE DANS LE DÉTAIL DES MULTIPLES DÉCISIONS DU DÉPARTEMENT. EN EFFET, LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA CREUSE DÉPLOIE AU QUOTIDIEN, PARTOUT ET POUR TOUS, SON ACTION AU SERVICE DES CREUSOIS.

AU CŒUR D'UN TISSU DE PARTENAIRES ET DE FORCES VIVES, LE DÉPARTEMENT S'EST TOUJOURS AFFIRMÉ COMME LA COLLECTIVITÉ GARANTE DE LA SOLIDARITÉ ENTRE LES PERSONNES ET ENTRE LES TERRITOIRES. DERRIÈRE CHAQUE ACTION ENGAGÉE, CE SONT DES AGENTS DÉPARTEMENTAUX QUI S'IMPLIQUENT, JOUR APRÈS JOUR, AVEC COMME SOUCI PREMIER LE SERVICE RENDU À NOS INTERLOCUTEURS, QU'ILS SOIENT USAGERS, PARTENAIRES ÉCONOMIQUES, ASSOCIATIFS OU INSTITUTIONNELS.

FACE AUX CONTRAINTES NOUVELLES QUI ONT PESÉ SUR LES MARGES DE MANŒUVRE DES COLLECTIVITÉS, LE CONSEIL GÉNÉRAL A TENU À RÉITÉRER EN 2012 LE CHOIX DU VOLONTARISME, DE L'INVESTISSEMENT, DE L'AVENIR, AVEC CONVICTION ET ESPOIR D'UNE AMÉLIORATION DU CONTEXTE NATIONAL EN 2013.

L'ANNÉE 2012 A ÉTÉ MARQUÉE À NOUVEAU PAR LA VOLONTÉ D'AGIR ET DE RÉALISER.

PAR SA COMPÉTENCE SOCIALE, LE CONSEIL GÉNÉRAL EST LA SEULE COLLECTIVITÉ QUI ACCOMPAGNE L'INDIVIDU DE LA PETITE ENFANCE JUSQU'À LA FIN DE VIE.

LA PROTECTION DE L'ENFANCE, L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE (ASE) ET LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE (PMI) FONT PARTIE DE SES COMPÉTENCES « RÉGALIENNES », EXERCÉES DANS UN CONTEXTE DE PRÉCARITÉ SOCIALE GRANDISSANTE QUI MALMÈNE SOUVENT LA CELLULE FAMILIALE ET REND LE TRAVAIL DES AGENTS DU CONSEIL GÉNÉRAL DE PLUS EN PLUS DIFFICILE. EN OUTRE, LA CRISE A PROVOQUÉ UNE FORTE AUGMENTATION DU RECOURS AU RSA.

LE DÉPARTEMENT EST RESPONSABLE DES TRANSPORTS SCOLAIRES. IL EST AUSSI CHARGÉ DU FONCTIONNEMENT DES COLLÈGES EN CE QUI CONCERNE L'ÉTAT DES BÂTIMENTS, L'ACCUEIL, L'ENTRETIEN ET LA RESTAURATION. LE CONSEIL GÉNÉRAL EST ENFIN LA COLLECTIVITÉ À LAQUELLE ON S'ADRESSE EN CAS D'ACCIDENT DANS LA VIE OU DE PERTE D'AUTONOMIE.

LE HANDICAP ET LA DÉPENDANCE, QU'IL S'AGISSE DES PRESTATIONS SERVIES AUX PERSONNES, DU MAINTIEN À DOMICILE OU DE L'ACCUEIL EN ÉTABLISSEMENTS, CONSTITUENT AUJOURD'HUI, ET DE LOIN, LE PREMIER BUDGET DU DÉPARTEMENT. PAR AILLEURS, NOUS AMÉNAGEONS NOTRE ESPACE DE VIE ET CONTRIBUONS À SON DÉVELOPPEMENT. C'EST AINSI QU'EN 2012, MALGRÉ LA CONTRAINTE FINANCIÈRE, NOUS SOMMES PARVENUS À POURSUIVRE ACTIVEMENT LA MODERNISATION DU RÉSEAU ROUTIER, NOTAMMENT DANS LE CADRE DES PROGRAMMES ROUTIERS D'INTÉRÊT RÉGIONAL ET DÉPARTEMENTAL. LES AIDES AUX COMMUNES ONT ÉTÉ PRÉSERVÉES.

ENFIN, LE CONSEIL GÉNÉRAL S'EST ENGAGÉ EN 2012 DANS L'ÉLABORATION DE SON AGENDA 21 AFIN D'INSCRIRE LE DÉPARTEMENT DANS UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE. LA RÉALISATION DU DIAGNOSTIC PRÉALABLE A REPOSÉ SUR UNE CONSULTATION LARGE DES ACTEURS.

CEPENDANT, L'ACTION DU CONSEIL GÉNÉRAL A POUR AMBITION CLAIREMENT ASSUMÉE D'ALLER AU-DELÀ DU CADRE DE SES COMPÉTENCES OBLIGATOIRES OU TRADITIONNELLES. C'EST AINSI QU'IL APPORTE UNE VÉRITABLE « PLUS-VALUE » À LA CREUSE, À SES HABITANTS COMME AU TERRITOIRE.

« FAIRE ŒUVRE UTILE POUR LES CREUSOIS », TELLE EST NOTRE DEVISE.

JEAN-JACQUES LOZACH
PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL

ORGANIGRAMME DES SERVICES	06
LES DIRECTIONS FONCTIONNELLES	09
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES	10
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE	
• SERVICE DES MARCHÉS, DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA DOCUMENTATION	11
• SECRÉTARIAT DES ASSEMBLÉES ET BUREAU DU COURRIER	13
• SERVICE DES CHAUFFEURS	14
DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DES SYSTÈMES DE COMMUNICATION	15
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	
• PÔLE VIE AU TRAVAIL	17
• PÔLE GESTION ADMINISTRATIVE	18
DIRECTION DES FINANCES ET DU BUDGET	19
PÔLE JEUNESSE ET SOLIDARITÉS	21
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	22
DIRECTION ENFANCE, JEUNESSE, FAMILLE	
• SERVICE PETITE ENFANCE, JEUNESSE	23
• AIDE SOCIALE À L'ENFANCE	24
• PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE	25
DIRECTION DES PERSONNES EN PERTE D'AUTONOMIE	26
DIRECTION DE L'INSERTION ET DU LOGEMENT	28
DIRECTION DES ACTIONS SOCIALES DE PROXIMITÉ	29
HABITAT	30
PÔLE AMÉNAGEMENT ET TRANSPORTS	31
DIRECTION DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE ET DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	32
PARC DÉPARTEMENTAL	33
DIRECTION DES ROUTES	34
DIRECTION DES BÂTIMENTS ET COLLÈGES	36
DIRECTION DES TRANSPORTS	38
PÔLE DÉVELOPPEMENT	41
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	42
DIRECTION DE L'ACTION TERRITORIALE	
• AGRICULTURE, FORÊT, DÉVELOPPEMENT RURAL	43
• POLITIQUES TERRITORIALES	45
• MISSION EUROPE	46
MISSION ÉCONOMIE ET TOURISME	
• ÉCONOMIE	47
• TOURISME	48
DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DU LABORATOIRE	
• ENVIRONNEMENT	49
• ASSISTANCE TECHNIQUE	50
• LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES	51
MISSION CULTURE	52
SERVICE DES SPORTS, LOISIRS DE NATURE ET VIE ASSOCIATIVE	53
DIRECTION DE L'ÉDUCATION	
• ÉDUCATION	55
• CONSEIL GÉNÉRAL DES JEUNES	56
BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE	57
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES	58
MAISON DÉPARTEMENTALE DES PATRIMOINES	59
GLOSSAIRE	61

ORGANIGRAMME

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

Laurent-Xavier BLELLY

Tél. 05 44 30 23 30 /lxblelly@cg23.fr

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Guy-Noël OUEDRAOGO

Tél. 05 44 30 23 58

gnouedraogo@cg23.fr

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Tél. 05 44 30 23 36

DIRECTION DES FINANCES ET DU BUDGET

Denis CARRÉ

Tél. 05 44 30 23 32

dcarre@cg23.fr

DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DES SYSTÈMES DE COMMUNICATION

Laurent CAZIER

Tél. 05 44 30 23 37

lcazier@cg23.fr

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DES SERVICES

PÔLE JEUNESSE ET SOLIDARITES

Eric MORIVAL

Tél. 05 44 30 23 40 /emorival@cg23.fr

DIRECTION DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Cécile MOUTAUD

Tél. 05 44 30 23 45 /cmoutaud@cg23.fr

DIRECTION DE L'ENFANCE, DE LA FAMILLE ET DE LA JEUNESSE

Marie-Françoise FOURNIER

Tél. 05 44 30 23 66 /mffournier@cg23.fr

DIRECTION DES PERSONNES EN PERTE D'AUTONOMIE

Karine SALLOT

Tél. 05 44 30 23 46 /ksallot@cg23.fr

DIRECTION DE L'INSERTION ET DU LOGEMENT

Emmanuelle CUGURNO

Tél. 05 44 30 23 43 /ecugurno@cg23.fr

DIRECTION DES ACTIONS SOCIALES DE PROXIMITÉ

Françoise LAPORTE

Tél. 05 44 30 23 44 /flaporte@cg23.fr

GIP MAISON DÉPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPÉES

Eric MORIVAL / Bernadette MERTENS

Tél. 05 44 30 23 76 /bmertens@cg23.fr

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

PÔLE AMÉNAGEMENT ET TRANSPORTS

Vincent TUOT

Tél. 05 44 30 23 52

DIRECTION DE LA D'OUVRAGE ET DU GÉNÉRAL

Pierre WIDMAN

Tél. 05 44 30 23 53

pwidmann@cg23.fr

DIRECTION DES R

Pierre LAPEND

Tél. 05 44 30 23 55

plapendry@cg23.fr

DIRECTION DES B ET DES COLLÈGES

Gilles LANGE

Tél. 05 44 30 23 54

DIRECTION DES **Bouchaïb KHAL**

Tél. 05 44 30 23 56

bkhalouky@cg23.fr

MAISONS DU DÉPARTEMENT

AUBUSSON

UNITÉ TERRITORIALE D'ACTION SOCIALE

Isabelle SIQUOT

Tél. 05 55 67 72 03 /isiquot@cg23.fr

UNITÉ TERRITORIALE TECHNIQUE

Christophe GARRAUD

Tél. 05 55 66 40 32 /cgarraud@cg23.fr

AUZANCES

UNITÉ TERRITORIALE D'ACTION SOCIALE

Gérard ATMETTLER

Tél. 05 55 83 70 01 /gatmettler@cg23.fr

UNITÉ TERRITORIALE TECHNIQUE

Eric VANDERSTRAETE

Tél. 05 55 83 89 45 /evanderstraete@cg23.fr

BOURGANEUF

UNITÉ TERRITORIALE D'ACTION SOCIALE

Marie-Hélène BARDE

Tél. 05 55 54 01 46 /mhbarde@cg23.fr

UNITÉ TERRITORIALE TECHNIQUE

Jacques JAMILLOUX

Tél. 05 55 64 06 93 /jjamilloux@cg23.fr

PARC DÉPARTEMENTAL **Jean-Louis GUIN**

DES SERVICES

07



CELLULE ORGANISATION, MÉTHODE, QUALITÉ
Françoise BARDIN
Tél. 05 44 30 27 79 /fbardin@cg23.fr

RALE ADJOINTE ENT /vtuot@cg23.fr	DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DES SERVICES PÔLE DÉVELOPPEMENT Vincent CARRÉ Tél. 05 55 81 87 44 /vcarre@cg23.fr	
MAÎTRISE SECRÉTARIAT N	DIRECTION DE LA COORDINATION ET DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL Annie AGEORGES Tél. 05 44 30 24 26 /aageorges@cg23.fr	MAISON DÉPARTEMENTALE DES PATRIMOINES Michel MANVILLE Tél. 05 44 30 23 68 /mmanville@cg23.fr
	ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA CREUSE Tél. 05 44 30 23 62	MISSION CULTURE Joëlle GRAVE Tél. 05 44 30 26 75 /jgrave@cg23.fr
OUTES RY	BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE DE LA CREUSE Viviane OLIVIER Tél. 05 44 30 23 51 /volivier@cg23.fr	MISSION ÉCONOMIE ET TOURISME Jacques BOURZAT Tél. 05 44 30 23 38 /jbourzat@cg23.fr
ÂTIMENTS /glange@cg23.fr	DIRECTION DE L'ACTION TERRITORIALE Eric MATHÉ Tél. 05 44 30 27 36 /emathe@cg23.fr	SERVICE SPORTS, LOISIRS DE NATURE ET VIE ASSOCIATIVE Pascal SAVOURAT Tél. 05 44 30 24 18 /psavourat@cg23.fr
TRANSPORTS LOUKY	DIRECTION DE L'ÉDUCATION Cécile BOURDERIONNET Tél. 05 44 30 23 71 /cbourderionnet@cg23.fr	
	DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DU LABORATOIRE D'ANALYSES Vincent CARRÉ Tél. 05 55 81 87 44 /vcarre@cg23.fr	
BOUSSAC	GUÉRET	LA SOUTERRAINE
UNITÉ TERRITORIALE D'ACTION SOCIALE Brigitte AMISET Tél. 05 55 82 07 02 /bamiset@cg23.fr	UNITÉ TERRITORIALE D'ACTION SOCIALE Véronique HENault /vhenault@cg23.fr & Isabelle GORCE /igorce@cg23.fr Tél. 05 44 30 23 49	UNITÉ TERRITORIALE D'ACTION SOCIALE Ludovic MARTIN Tél. 05 55 63 93 09 /lmartin@cg23.fr
UNITÉ TERRITORIALE TECHNIQUE Claude HOUSSU Tél. 05 55 65 07 26 /choussu@cg23.fr	UNITÉ TERRITORIALE TECHNIQUE Jean-Michel BLOIS Tél. 05 44 30 27 83 /jmblois@cg23.fr	UNITÉ TERRITORIALE TECHNIQUE Guy LEBLANC Tél. 05 55 89 88 41 /gleblanc@cg23.fr
ARD Tél. 05 55 51 11 01 /jlguinard@cg23.fr		

R A P P O R T D ' A C T I V I T É 2 0 1 2

.....



LES
DIRECTIONS
FONCTIONNELLES

09

C O N S E I L G É N É R A L D E L A C R E U S E
R A P P O R T D ' A C T I V I T É 2 0 1 2



Chiffres clés

- 1 comité de Direction par semaine
- 11 structures associées observées
- 14 contributions à l'observatoire des contrôleurs de gestion grâce à la collaboration des directions concernées : Direction des Routes, Direction de l'Education, PJS et DRH

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

Missions

Direction générale des services :

- Assistance à l'autorité territoriale pour la définition des orientations stratégiques de la collectivité ou du territoire.
- Participation à la définition du projet global de la collectivité qui vise au développement d'un territoire et des prestations envers les populations.
- Mise en œuvre des orientations de politiques publiques définies par l'autorité territoriale.
- Veille au plan stratégique.
- Médiation avec l'environnement institutionnel, économique et social au service des politiques publiques.
- Coordination et pilotage de l'équipe de direction, gestion administrative et financière des services.
- Impulsion des projets stratégiques.

Cellule organisation, méthode et qualité :

- Etudes et diagnostics organisationnels.
- Optimisation et rationalisation des procédures.
- Développement de dispositifs et d'outils de pilotage et d'évaluation.
- Appui au pilotage de projet.
- Coordination du rapport d'activité.
- Organisation des journées des cadres.

Accueil-standard :

- Accueil physique et téléphonique.

Principales réalisations 2012

- Mise en place du dispositif d'alerte du Conseil Général en lien avec la Préfecture.
- Etat des lieux préalable au diagnostic de l'Agenda 21.
- Lancement du travail avec les conseils généraux partenaires « Nouvelles ruralités » (Cher, Allier, Nièvre).
- Mise en production d'un logiciel pour la gestion des subventions versées par le Conseil Général.
- Mise en place de tableaux de bords.
- Mise en place du suivi et contrôle des structures satellites.
- Contrôle Qualité Gestion FSE.
- Production d'un rapport d'activité entièrement remanié.
- Participation à l'observatoire national des contrôleurs de gestion.

Evolutions prévues pour 2013

- Mise en cohérence entre Agenda 21, nouvelle programmation européenne et politiques territoriales.
- Lancement du volet interne de l'Agenda 21.
- Mise en place d'une ingénierie territoriale.

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE SERVICE DES MARCHÉS, DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA DOCUMENTATION



Données budgétaires

- Documentation :
85.900 €
- Marchés (publicité) :
180.000 €

Missions

Marchés publics :

- Gestion des procédures liées à la commande publique. (de la rédaction à la notification).
- Gestion des délégations de service public.
- Gestion des marchés publics d'un montant supérieur à 90 000 € HT.

Affaires juridiques :

- Rédaction des arrêtés.
- Gestion des demandes d'accès aux documents administratifs.
- Participation aux recherches et aux consultations juridiques.
- Traitement des réclamations et contentieux.

Documentation :

- Gestion de l'espace documentaire du Conseil Général.
- Diffusion d'informations administratives juridiques et sociales au travers notamment du « Point Info ».
- Veille juridique.

Pré-archivage :

- Organisation des travaux de pré-archivage dans tous les services.
- Conseil à la préparation des versements de documents aux Archives Départementales.

Principales réalisations 2012

- Premier marché intégrant des clauses sociales au sens du code des marchés publics.
- Acquisition de la première voiture électrique, dans le cadre du marché de véhicules.
- Poursuite de la dématérialisation pour toutes les consultations supérieures à 90.000 €
- Réflexion sur projet de rédaction d'un guide juridique. « Rédaction des actes administratifs ».

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
SERVICE DES MARCHÉS, DES AFFAIRES JURIDIQUES
ET DE LA DOCUMENTATION

Evolutions prévues pour 2013

- Organisation de l'archivage du Bureau des Marchés.
- Mise en place d'une procédure de saisine dématérialisée du Bureau des Marchés.
- Préparation du renouvellement du marché pour la plateforme de dématérialisation.
- Mise en place d'une procédure de saisine dématérialisée des affaires juridiques.
- Rédaction du guide des actes administratifs et mise en ligne sur l'intranet.
- Mise en place d'une procédure de saisine pour les recherches documentaires dématérialisées.
- Inventaire et diffusion des ressources documentaires disponibles.
- Réalisation d'une note/synthèse sur l'archivage numérique et électronique (textes législatifs, réglementaires, recommandations, etc.).



Chiffres clés

Le Bureau des Marchés :

- Lancement de 50 avis de publicité
- Notification de 157 marchés
- 93 marchés attribués à des entreprises creusoises
- 20 marchés à des entreprises de Haute-Vienne
- 8 marchés à des entreprises de Corrèze

Les affaires juridiques :

- 1 recours devant le Tribunal Administratif
- 7 arrêtés rédigés
- 21 recherches et assistances juridiques
- 8 conventions vérifiées

La documentation :

- Production de 17 numéros par an du Point Info
- + 3 points sur les marchés publics 5 points sur la fonction publique
- 25 recherches documentaires

Le pré-archivage :

- Traitement de 444,70 mètres linéaires de documents dont 122,90 ml ont été éliminés et détruits
- 316 mètres linéaires ont été conservés dans le service d'origine après traitement ou transférés au pré-archivage
- 5,8 mètres linéaires ont été versés aux Archives Départementales pour conservation définitive



Données budgétaires

Budget affranchissement :
237.696 €

Chiffres clés

- 6 sessions plénières de l'Assemblée Départementale
- 10 réunions de la Commission Permanente
- 126 délibérations en Assemblée Plénière :
- 469 délibérations en commission permanente
- Pas de vote de budget primitif en cours d'année, le budget primitif 2012 a été voté en décembre 2011 et le budget primitif 2013 a été voté en mars 2013

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE SECRETARIAT DES ASSEMBLÉES ET BUREAU DU COURRIER

Missions

Secrétariat des Assemblées :

- Gestion des travaux de l'Assemblée en liaison avec le Cabinet du Président.

Bureau du courrier :

- Liaison entre les différents sites du Conseil Général.
- Traitement du courrier entrant et sortant.

Principales réalisations 2012

- Conduite, en partenariat avec les services, du projet d'optimisation et d'informatisation de la gestion des rapports et délibérations.
- Production d'un cahier des charges et lancement de la consultation pour l'acquisition d'un logiciel spécifique.
- Renouvellement du matériel d'affranchissement utilisé par le bureau du courrier.

Evolutions prévues pour 2013

- Mise en œuvre du nouvel outil de gestion des délibérations.
- Etat des lieux de la gestion du courrier (concernant l'ensemble de la collectivité) et formulation de propositions d'amélioration tant pour le traitement informatisé du courrier que pour sa diffusion en interne.

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
SERVICE DES CHAUFFEURS**



Chiffres clés

Achat de :

- 3 berlines segment B1
- 2 berlines segment M1
- 3 utilitaires
- 1 véhicule électrique

**40.000 km parcourus
pour l'ASE**

Missions

Exerce des missions de conduite :

- Pour le Président.
- Pour le Cabinet.
- Pour l'Aide Sociale à l'Enfance.

Assure le suivi de l'entretien des véhicules :

- Inventaire des véhicules.
- Planification des opérations d'entretien.
- Planification des réparations (pannes et carrosserie).
- Nettoyage des véhicules.

DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DES SYSTÈMES DE COMMUNICATION



Données budgétaires

Fonctionnement :
926.720 €, dont

39% pour les réseaux
de communications voix
et données (75 sites)

47% pour l'ensemble
des prestations de mainte-
nance des logiciels
et des matériels utilisés
dans les services

Investissement :
948.606 €, dont

42% consacrés
aux études et à l'acquisition
de nouveaux logiciels

31% pour l'équipement
informatique des collèges
(postes de travail,
tableaux blancs interactifs,
réseaux des établissements,
Espaces Numériques
de Travail)

Missions

- Modernisation du système d'information de la collectivité (qualification des demandes, développement et mise en œuvre des solutions informatiques les plus adaptées aux besoins).
- Maîtrise d'œuvre des projets techniques (acquisition, déploiement et gestion de l'ensemble des équipements bureautiques - micro-ordinateurs, imprimantes, fax, photocopieurs - ainsi que des infrastructures de téléphonie, le stockage et les échanges de données entre les services).
- Assistance des utilisateurs dans leurs difficultés à exploiter les matériels et logiciels informatiques dont ils sont dotés.
- Contribution aux projets d'aménagement numérique du territoire (haut et très haut débit, téléphonie mobile, promotion des usages relatifs au TIC).

Principales réalisations 2012

- Finalisation du plan de recollement des prises info. et téléphoniques afin de mieux anticiper les évolutions et de réduire les délais de dépannage.
- Ouverture en mai 2012 du nouveau site Internet des Archives.
- Ouverture à l'automne d'un site gratuit dédié au covoiturage.
- Modernisation des pages du site institutionnel « www.creuse.fr » dédiées au Laboratoire Départemental d'Analyses en direction des professionnels.
- Mise à disposition du module « Observatoire des milieux aquatiques » dans le SIG départemental pour 10 partenaires en charge de l'entretien des rivières (Communauté de communes, Syndicat, Fédération).
- Mise en place de la voix sur IP au siège du Conseil Général et à l'UTAS d'Aubusson.
- Mise en service du logiciel Perceaval pour la gestion du RSA.
- Exportation des données de la MDPH vers la Caisse Nationale pour la Solidarité et l'Autonomie (projet SIPAPH).
- Accompagnement des communes dans leurs démarches visant à faire reconnaître auprès de l'ARCEP les zones blanches résiduelles, mais aussi en proposant des solutions innovantes.

A noter également :

- Le raccordement à la fibre optique, apportée par le réseau d'initiative publique, de plusieurs entreprises et collectivités.
- L'adoption par le syndicat mixte DORSAL du SDAN pour la montée en débit et le déploiement du très haut débit sur l'ensemble du Limousin.

**DIRECTION DE L'INFORMATIQUE
ET DES SYSTÈMES DE COMMUNICATION**

Evolutions prévues pour 2013

- Migration 3/3 du logiciel « ressources humaines » et installation du module « frais de déplacements ».
- Refonte du système de gestion des rapports et des délibérations.
- Développement d'outils informatiques dédiés au suivi du patrimoine immobilier de la collectivité (inventaire, contrats, énergie).
- Installation de nouveaux postes de travail informatiques permettant de réduire fortement la consommation électrique tout en améliorant le confort d'usage ainsi que les performances au quotidien aux sites distants de Guéret.
- Accroissement des espaces de stockage afin de prendre en compte la montée en charge des données gérées par les logiciels utilisés quotidiennement par la collectivité.
- Mise en œuvre du protocole normalisé Hélios pour la dématérialisation des chaînes comptables et financières en lien avec la paierie départementale, notamment les pièces justificatives de dépenses et de recettes.
- Remplacement des outils informatiques de la Bibliothèque Départementale pour plus d'interactivité avec le réseau des bibliothèques de la Creuse.
- Achèvement de la numérisation des 22.000 dossiers de la MDPH et expérimentation visant la dématérialisation des flux de documents.
- Contribution à la résorption des dernières zones blanches identifiées. Par ailleurs, il est également prévu que la collectivité signe les conventions de téléphonie de 3^{ème} génération pour la mise à disposition des pylônes dont elle a assuré la maîtrise d'ouvrage, avec à la clé un nouveau service et l'amélioration de la couverture du Département.

Chiffres clés

- **885 micro-ordinateurs déployés dans les services du Conseil Général dont une centaine de portables, soit un taux d'équipement des agents supérieur à 90% (60% en 2005)**
- **1.736 sollicitations reçues au PAI suite à un dysfonctionnement, une demande de support ou d'accès au système d'information**
- **14 collèges équipés de l'ENT Elie et 3.500 utilisateurs réguliers**
- **1 ordinateur pour 3 collégiens**
- **3 TBI par collège et 260 nouveaux ordinateurs déployés**
- **1 million de documents d'archives numérisés et accessibles en ligne (60.000 visiteurs et 300.000 visites comptabilisées en seulement huit mois)**
- **6.500 foyers, structures publiques ou privées raccordés à l'Internet par le réseau DORSAL dont 1.000 foyers par le Wimax et répartis sur près de 150 communes en Creuse, avec une progression de l'ordre de 15% pour cette technologie sur les 12 derniers mois**
- **7 référentiels (BD Carto, BD Ortho, Scan 25, 1000 et départemental, BD Carthage et le cadastre numérisé) et 30 cartes thématiques composent le SIG de la collectivité**

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES PÔLE VIE AU TRAVAIL



Données budgétaires

Action sociale :

- Titres restaurant : 61.515 €
- Chèques vacances : 161.385 €
- Alloc. garde enfant : 15.671 €
- Alloc. séjours d'enfant : 3.749 €
- Enfants handicapés : 5.654 €
- Arbre de Noël : 29.917 €

Appui logistique :

- Mobilier de bureau : 76.211 €
- Fournitures administratives : 61.570 €

Chiffres clés

- 1.109 visites de Médecine préventive
- 149.800 titres restaurant ont été distribués à 836 agents
- 608 enfants ont bénéficié de l'Arbre de Noël
- 4 CHS et 25 CHS restreints ont été organisés

Missions

- Médecine préventive, surveillance médicale des agents.
- Interventions en milieu professionnel, soutien psychologique.
- Prévention et sécurité au travail.
- Préparation des CHS.
- Action sociale en faveur des agents définie par la collectivité.
- Appui logistique : entretien et surveillance des locaux, entretien des espaces verts, préparation des diverses manifestations, gestion des fournitures et des mobiliers, prise en charge des opérations de manutention.

Principales réalisations 2012

- Réflexion sur la mise en œuvre d'un plan de prévention des risques psycho sociaux, en association avec le CHS.
- Réalisation de la 1^{ère} phase du document unique d'évaluation des risques professionnels (métiers les plus exposés) adoptée par l'Assemblée départementale le 18 octobre 2012.
- Elaboration d'un plan de prévention du risque incendie.
- Elaboration de l'avenant hygiène & sécurité à la convention avec les collègues.
- Mise en œuvre du financement de la protection sociale complémentaire.
- Mise en service d'une première laverie pour assurer l'entretien des équipements de protection individuels des agents de la collectivité.
- Aménagement de l'UTAS d'AUBUSSON.

Evolutions prévues pour 2013

- Réalisation d'une étude sur les risques psycho sociaux et réflexion sur un plan d'action intégré au document unique.
- Finalisation et mise à jour du document unique d'évaluation des risques.
- Mise en œuvre d'un plan de prévention du risque incendie (200 agents à former en 2013).
- Mise en place d'un manuel de sécurité pour les cadres.
- Achèvement du programme de mise en place des laveries.
- Contribution à la journée de cadres consacrée à la prévention et la sécurité au travail.
- Contribution à la construction du plan de formation pluriannuel.
- Elaboration de procédures pour le fonctionnement du service de médecine préventive et du service de prévention.

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES PÔLE GESTION ADMINISTRATIVE



Données budgétaires

- Frais de personnel hors Parc et Laboratoire : 41.545.245 €
- Frais de personnel du Laboratoire : 1.358.500 €
- Frais de personnel du Parc : 282.564 €
- Frais de formation : 356.772 €
- Frais de déplacement (missions et formation) : 230.399 €

Chiffres clés

- 1.151 agents au 31/12/2012
- 83 recrutements extérieurs
- 27 emplois saisonniers
- 3 contrats d'apprentissage
- 67 stagiaires scolaires
- 6 bourses internes de l'emploi
- 32 Commissions Administratives Paritaires
- 5 réunions du Comité Technique Paritaire
- 194 avancements de grade
- 24 départs à la retraite
- 32 mises à disposition d'agents ouvriers des parcs et ateliers (OPA)
- 6 mises à disposition de fonctionnaires de l'Etat
- 2.927 journées de formation

Missions

- Recrutement.
- Gestion administrative des agents.
- Gestion administrative de la carrière des agents.
- Organisation de la mobilité interne.
- Gestion et développement des compétences, organisation et évaluation.
- Gestion budgétaire (masse salariale, frais de déplacement et de formation) et analyses financières.
- Gestion des instances paritaires (CAP, CTP).

Principales réalisations 2012

- Regroupement du Pôle Education - Culture - Sports avec le Pôle Développement.
- Création d'une Direction de la Maîtrise d'Ouvrage et du Secrétariat Général (DMOSG) au PAT.
- Mise en place d'un dispositif de remplacement des agents absents.
- Mise en place d'une politique de soutien à l'emploi, notamment des jeunes : services civiques, contrats en alternance, et partenariat avec la mission locale.
- Pérennisation du dispositif de télétravail.
- Mise en place des acomptes sur salaire.
- Etude sur les charges sociales indûment versées.
- Poursuite de l'expérimentation des entretiens professionnels.
- Négociations avec les organisations syndicales sur les avancements de grade et promotion interne.

Evolutions prévues pour 2013

- Renforcement de la gestion prévisionnelle des effectifs.
- Négociations avec les organisations syndicales sur l'accès à l'emploi titulaire, et mise en place d'un plan pluriannuel, conformément à la loi du 12 mars 2012.
- Poursuite de la politique de soutien à l'emploi, notamment des jeunes (emplois d'avenir en particulier).
- Elaboration d'un plan de formation pluriannuel et mise en place d'une plateforme pour les cadres.
- Bilan des 3 années d'expérimentation de l'entretien professionnel.
- Evolution des outils informatiques de la DRH.
- Refonte de l'onglet DRH dans l'intranet.
- Réexamen du contenu du bulletin d'information interne (La Lettre en Marche).
- Mise en place d'une gestion des départs des agents de la collectivité.

DIRECTION DES FINANCES ET DU BUDGET



Données budgétaires

La Direction des Finances et du Budget est chargée principalement de l'établissement du budget départemental, qui s'est élevé en 2012 à un peu moins de 227 M€

Missions

- Etablissement et exécution du budget départemental (budget principal et budgets annexes).
- Suivi d'exécution des 3 budgets suivants :
 - . GIP MDPH ;
 - . Syndicat mixte d'étude pour la gestion des déchets ménagers ;
 - . Syndicat mixte pour la valorisation des Ruines de Crozant.
- Instruction des dossiers de demande de subvention déposés par les diverses associations au titre du subventionnement départemental (relations publiques, sécurité, domaine social) ou des dotations cantonales.
- Répartition pour les communes des taxes additionnelles aux droits d'enregistrement et du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle.
- Gestion des assurances du patrimoine mobilier et immobilier du Département.
- Garanties d'emprunt des établissements ou associations (hors logements aidés).
- Liquidation des frais de déplacement des conseillers généraux et calcul du montant de l'imposition pour les conseillers généraux ayant opté pour la retenue à la source de leurs indemnités.
- Etude prévisionnelle de la fiscalité.
- Gestion de la dette.
- Gestion des immobilisations servant au calcul des amortissements.

Principales réalisations 2012

- Etablissement d'une nouvelle convention pour une période de 5 ans entre le Département et les services de la DDFIP qui permettra de faire perdurer, jusqu'en 2017, l'étroite collaboration et la confiance dans les relations entre l'ordonnateur et le comptable assignataire du Département. Ce partenariat est orienté vers dix actions communes permettant une optimisation des circuits comptables et financiers pour rendre un meilleur service à l'utilisateur.
- Poursuite de l'inventaire des biens du Département et le calcul des amortissements qui en découle.
- Renouvellement du marché des assurances du Département qui a nécessité neuf lots pour 4 ans.

DIRECTION DES FINANCES ET DU BUDGET

Evolutions prévues pour 2013

- Mise en œuvre expérimentale du nouveau portail entre l'ordonnateur et le comptable (Protocole d'Echange Standard - PES V2) tout au long de l'année 2013, en vue de la dématérialisation des pièces comptables (suppression des bordereaux et des mandats pour les dépenses et des bordereaux et des titres de perception pour les recettes ainsi que les pièces justificatives).
- Mise en place de la dématérialisation de l'ensemble des documents budgétaires entre le Département et les services préfectoraux (projet ACTES).
- Régularisation de la TVA dans les transports scolaires (marché passé avec un cabinet privé).
- Réactualisation des données foncières contenues dans la matrice cadastrale du Département.

Chiffres clés

- 1.800 lignes de budget
- 33.000 mandats (budget principal, budgets annexes du Laboratoire Départemental d'Analyses et du Parc départemental, MDPH)
- 15.000 fiches d'immobilisation saisies permettant une traduction fidèle du patrimoine en comptabilité



PÔLE
JEUNESSE
ET
SOLIDARITÉS

21

C O N S E I L G É N É R A L D E L A C R E U S E
R A P P O R T D ' A C T I V I T É 2 0 1 2

SECRETARIAT GÉNÉRAL



Données budgétaires

Budget du Pôle :
80.807.504 €
 (évolution de 3,11 %
 par rapport à 2011)

Taux de réalisation
 de 99,23%

Chiffres clés

- 2 conventions tripartites renouvelées entre les EHPAD, l'Etat et le Département
- 2 Pôles d'Activités de Soins Adaptés ont été ouverts : Royère-de-Vassivière et Budelière
- Ouverture d'un service d'accueil de jour pour personnes handicapées
- Extension d'un foyer occupationnel sur Guéret

Missions

- Assurer l'accueil et l'orientation du public et optimiser la gestion du Pôle.
- Elaborer le budget du Pôle.
- Réaliser la tarification des établissements et services d'accueil pour enfants, adultes handicapés et personnes âgées dépendantes.
- Soutenir et suivre la mise en œuvre des projets informatiques.
- Gérer la participation du Conseil Général aux Contrats d'Initiative Associative.
- Suivre les conventions tripartites signées avec les EHPAD.
- Suivre les conventions d'objectifs et de moyens concernant les 7 services d'aide à domicile autorisés du département. Ce suivi porte sur le respect d'objectifs de qualité et d'objectifs de convergence tarifaire.

Principales réalisations 2012

- Mise en place de tableaux de bord à visée financière (suivi des diverses aides ou d'activité) destinés à prendre la mesure des tensions.
- Mandatement de l'ensemble des aides financières.
- Renouvellement des conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens pour 3 années supplémentaires de 2013 à 2015 (modernisation de l'aide à domicile).
- Mise à niveau du logiciel pour la gestion des établissements et services.
- Dépôt à distance de leur budget par les établissements médico-sociaux, déroulé efficace de la campagne budgétaire. Seuls 4 établissements ont rencontré des problèmes de connexion.
- Mise en place des démarches d'évaluation interne et externe des établissements et services médicosociaux, le recensement de l'état d'avancement des travaux a été assuré avec l'ARS du Limousin. Les évaluations internes ont été réalisées pour 20 services sur 35. Une évaluation externe a été réalisée.
- Suivi avec l'ARS de l'expérimentation des tableaux de bord de l'Agence nationale de la performance concernant le secteur médicosocial des personnes en perte d'autonomie, établissement d'un bilan. Le Limousin est précurseur.

Evolutions prévues pour 2013

- Renforcement de l'encadrement de l'entité « établissements et services » si le Pôle bénéficie de compétences élargies en matière de politique du handicap (ESAT, GEM).
- Poursuite de la modernisation de l'aide à domicile en lien avec la DPPA par la mise en place des conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens.
- Poursuite de la mise en place des démarches d'évaluation externe des établissements et services médicosociaux.
- Engagement avec l'ARS du Limousin du renouvellement des conventions tripartites 3^{ème} génération concernant les établissements pour personnes âgées.

**DIRECTION ENFANCE, FAMILLE, JEUNESSE
SERVICE PETITE ENFANCE/ JEUNESSE**



**Données
budgétaires**

**Budget Petite
enfance/Jeunesse :**
346.381 €, dont :

- 45.918 € : Contrats
Educatifs Locaux
- 135.000 € : Foyer des
Jeunes Travailleurs
- 70.000 € : Mission
Locale pour l'Emploi
des Jeunes

Chiffres clés

- 101 séances
d'information auprès
d'élèves du secondaire
« éducation à la sexualité,
à la vie affective
et à la responsabilité »
- 10 réunions d'information
d'assistants maternels
- 72 assistants maternels
ont suivi une formation
- 6 projets petite
enfance/jeunesse
- 113 actions Contrats
Educatifs Locaux soutenues,
- 64 acteurs de terrain
ont bénéficié d'un soutien
du Conseil Général de la
Creuse pour un montant
total de 55.275 €

Missions

- Participer au montage de projets d'accueil des jeunes enfants et à leur suivi en lien avec la PMI.
- Travailler avec les associations locales : Contrats Educatifs Locaux (CEL).
- Mettre en œuvre des dispositifs de réussite éducative : les Contrats Locaux d'Accompagnement à la scolarité.
- Organiser la formation des assistants maternels et de réunions d'information.
- Gérer le Centre de Planification et d'Education Familiale (interventions auprès des jeunes).
- Suivre les politiques enfance/jeunesse.
- Assurer le partenariat avec les centres sociaux, foyers de jeunes travailleurs, bureau d'information jeunesse, mission locales.
- Participer aux réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement à la parentalité.
- Participer au soutien aux structures d'accueil de loisirs sans hébergement.

Principales réalisations 2012

- Couverture départementale quasiment assurée en matière de relais assistants maternels et de structures d'accueil petite enfance.
- Activation de la mise en réseau des RAM, établissements d'accueil petite enfance et accueil de loisirs, en partenariat avec la CAF, la MSA et la DDCSPP.
- Réflexion sur un appel à projet commun CLAS et REAAP.
- Reconduction de la convention avec Mayotte.

Evolutions prévues pour 2013

- Finalisation de la formation continue des assistants maternels.
- Consolidation du fonctionnement du CPEF.
- Soutien aux collectivités dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires sur le plan du périscolaire, en particulier rénover le dispositif des contrats éducatifs locaux avec la DDCSPP.

DIRECTION ENFANCE, FAMILLE, JEUNESSE AIDE SOCIALE À L'ENFANCE



Données budgétaires

Budget Enfance et Famille :

10.841.004 €, dont :

- 5.128.872 € : rémunération des assistants familiaux
- 3.190.512 € : structures d'accueil
- 886.067 € : actions éducatives en milieu ouvert
- 228.010 € : allocations Enfance Famille

Chiffres clés

298 enfants suivis en placement judiciaire dans l'année :

- 543 mineurs bénéficiant d'une AEMO judiciaire au 31/12/2012
- 540 mineurs suivis dans le cadre de l'AED
- 411 informations préoccupantes traitées
- 102 signalements au Parquet

Missions

Assurer des actions de prévention :

- Prévention des mauvais traitements.
- Soutien matériel, éducatif et psychologique aux mineurs et aux jeunes majeurs de moins de 21 ans.
- Versement de prestations financières.

Assurer des actions de protection :

- Mesures de protection judiciaire (placement).
- Adoption.
- Administration ad hoc.
- Tutelles.
- Délégation d'autorité parentale.

Principales réalisations 2012

- Ouverture d'un lieu neutre pour faciliter et restaurer les relations parents enfants.
- Réflexion sur une meilleure adaptation des locaux à l'accueil des familles et des enfants.
- En 2012, l'activité a connu une hausse significative qui se poursuit, tant sur la plan de la prévention que de la protection (nette augmentation des signalements et forte croissance des mesures judiciaires de placements confiées au Département).

Evolutions prévues pour 2013

- Finalisation des procédures dans le cadre du Pôle Enfance en cohérence avec l'adoption du projet de service.
- Sécurisation des locaux destinés à l'accueil du public.
- Formation ouverte aux partenaires sur la thématique des gens du voyage.
- Reprise par la DRH du dossier administratif des assistants familiaux.
- Mise en place de l'accueil parents enfants au sein du PJS.

**DIRECTION ENFANCE, FAMILLE, JEUNESSE
PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE**



**Données
budgétaires**

**Budget : 436.736 €,
dont :**

- Lutte contre la tuberculose : 117.586 €
- Soutien aux crèches : 112.400 €
- Relais assistants maternelles : 23.342 €

Chiffres clés

- 290 consultations médicales avancées
- 286 entretiens prénatals précoces
- 74 séances de préparation à la naissance
- 3 visites à domicile réalisées par une sage-femme
- 396 demi-journées de consultations médicales avec 2.338 actes médicaux pour 754 enfants de moins de 6 ans
- 1.419 vaccins injectés
- 3.150 actes d'infirmiers
- 1.309 visites à domicile pour un enfant

Missions

- Protection maternelle.
- Actions de prévention médico-sociale en faveur des enfants de moins de six ans.
- Agrément et suivi des assistantes maternelles.
- Agrément et suivi des établissements accueillant les enfants de moins de six ans.
- Recueil et traitement d'informations en épidémiologie et en santé publique.
- Lutte contre la maltraitance.
- Actions sanitaires (lutte contre la tuberculose).

Principales réalisations 2012

- Ouverture d'un Centre Départemental de Vaccination.
- Signature d'une nouvelle convention avec les hôpitaux du département afin d'obtenir le remboursement des actes de prévention effectués par la sage-femme de PMI.
- Participation aux travaux de l'ARS sur la prévention précoce, la petite enfance et les conduites à risque des adolescents.

Evolutions prévues pour 2013

- Expérimentation d'une nouvelle modalité de gestion des bilans en école maternelle pour libérer du temps de médecin et renforcer l'offre de consultations aux usagers.
- Augmentation des consultations de PMI sur Guéret et Boussac
- Participation aux contrats locaux de santé.
- Mise en place d'un règlement départemental de l'agrément des assistants maternels et familiaux.

DIRECTION DES PERSONNES EN PERTE D'AUTONOMIE



Données budgétaires

- APA à domicile : 15.459.221 €
- APA en établissement : 9.205.483 €
- Aide sociale à l'Hébergement : 8.049.724 €
- Prestation de Compensation du Handicap (adultes et enfants) : 2.394.824 €
- Allocation Compensatrice Tierce Personne : 1.207.706 €
- Aide sociale à l'hébergement de personnes handicapées : 16.625.122 €
- Mesures d'accompagnement social personnalisé : 98.880 €

Missions

Gestion et suivi des dispositifs suivants :

- Aide Personnalisée à l'Autonomie.
- Aide Sociale.
- Allocation Compensatrice Tierce Personne.
- Prestation de Compensation du Handicap.
- Dispositif d'Accueil Familial.
- Dispositif de signalement de la maltraitance.
- Déploiement des packs domotiques à domicile (dispositif DOMOCREUSE).
- Mesures d'Accompagnement Social Personnalisées.
- Contrôle de l'effectivité des prestations et l'activité de recouvrement de l'Aide Sociale départementale.

Principales réalisations 2012

- Production d'une nouvelle version du Règlement Départemental d'Aide Sociale.
- Démarrage en mai 2012 de la télégestion sur 2 sites pilotes : AAD (La Souterraine) et ADEC (Evau-les-Bains), puis à compter du 1^{er} octobre 2012 : ASSIF (Le Grand-Bourg), CVAD (Bonnat), et LABEL VIE (Bourganeuf). Les deux dernières associations (Elisad et Agardom) rejoindront le mouvement début 2013.
- Elaboration en cours d'un projet de service du placement familial concernant les personnes en perte d'autonomie d'élaboration avec la DASP.
- Soutien aux projets innovants alternatifs :
 - . Le regroupement de familles d'accueil de La Celle-Dunoise bien avancé, la construction par Creusalis va débuter en liaison avec le centre hospitalier de La Souterraine ;
 - . Le Pôle d'excellence rural de Crocq Mérinchal a été labellisé et la première pierre posée ;
 - . Deux villas family ont été transformées en villa en domicile partagé (Soumans et Montaigut-le-Blanc).
- Poursuite de la mise en œuvre du schéma en faveur des personnes en perte d'autonomie ;
 - . Télégestion, transport adapté à la demande, solvabilisation de l'aide au répit pour les aidants à domicile, soutien aux aidants professionnels et formation auprès des aidants familiaux, promotion des actions de prévention (Siel bleu) ;
 - . Expérimentation liée à l'effectivité des plans d'aide continuée sur le secteur de Boussac grâce à la redéfinition des missions attendues du CLIC.
- Diffusion des packs domotiques en progression.
- Renouvellement du plan de modernisation de l'aide à domicile renouvelé avec la CNSA pour les années 2012 à 2015.

DIRECTION DES PERSONNES EN PERTE D'AUTONOMIE

Evolutions prévues pour 2013

- Elaboration des fiches actualisées du Règlement Départemental de l'Aide Sociale.
- Consolidation du fonctionnement de la direction avec mise en place de la télégestion et l'usage du CESU.
- Actualisation de la doctrine de l'allocation personnalisée à l'autonomie : introduire les nouvelles prises en charge (pack domotique, TAA, forfait prévention, modification de la prise en charge de l'accueil de jour et de l'hébergement temporaire, Allo Répit Ouest Creuse) dans le règlement départemental.
- Soutien des projets innovants d'habitat alternatif : regroupement de familles d'accueil, petites unités de vie, projet d'habitat adapté intergénérationnel et projet TI Hameau.
- Participation à l'expérimentation générale autour du concept de « maison de retraite à domicile » en lien avec le Secrétariat général dans le cadre d'un partenariat avec les conseils généraux de la Haute-Vienne, de la Corrèze et l'ARS du Limousin.
- Poursuite de la mise en œuvre du schéma en faveur des Personnes en Perte d'Autonomie autour de 4 objectifs stratégiques : harmoniser et mettre en cohérence l'offre de services à domicile, développer la qualité de l'offre, renforcer et structurer la coordination entre les acteurs de l'aide à domicile, former et qualifier les personnels.
- Evaluation des services rendus de la domotique à domicile (évaluation médico-économique et environnementale) à l'aide des projets Domolim (CHU de Limoges) et Icare (Consortium avec Legrand et la Fondation des caisses d'épargne pour la solidarité).
- Encouragement du rapprochement DPPA et MDPH dans la perspective d'une maison de l'autonomie.
- Enrichissement de l'offre de service domotique avec le projet Icare (tablette numérique avec la visiocommunication, le cahier de liaison et la télégestion).
- A noter : le financement par la CNSA de façon expérimentale, d'un projet de « Maison de Retraite à Domicile » (projet Cémavie).

Chiffres clés

- **3.173 bénéficiaires APA à domicile: (+2,09% par rapport à 2011)**
- **1.875 résidents APA en établissement (+1,19% par rapport à 2011)**
- **406 dossiers d'Aide Sociale instruits**
- **175 bénéficiaires de l'ACTP**
- **506 bénéficiaires PCH (456 adultes et 50 enfants)**
- **78 familles d'accueil pour 157 places**
- **534 visites des agents de la cellule Domotique, 347 diagnostics et 290 packs domotiques installés en 2012 ; soit un total de packs installés au 31/12/2012 depuis le lancement de la DSP de 489 packs**

DIRECTION DE L'INSERTION ET DU LOGEMENT**Données budgétaires**

- RSA: 13.382.017 €
- Budget Fonds Solidarité Logement (hors frais de fonctionnement) : 720.823 €
- Fonds d'Aide aux Jeunes : 51.830 €
- PDI : 838.250 € dont 213.444 € de crédits au titre du FSE.
- Secours APRE : 98.076 €
- Fonds complémentaire : 26.903 €
- Fonds de lutte contre la précarité : 72.762 €

Chiffres clés

- 3.669 allocataires du RSA
- 243 aides octroyées au titre du Fonds d'Aide aux Jeunes
- 43 conventions passées avec les opérateurs dans le cadre du Programme Départemental d'Insertion

Missions

- Gestion du Revenu de Solidarité Active.
- Mise en œuvre de la politique d'insertion au travers du Pacte Territorial pour l'Insertion, du Programme départemental d'Insertion et des contrats aidés.
- Gestion du Fonds Social Européen dans le cadre d'une subvention globale.
- Développement d'actions dans le domaine du logement en faveur des personnes défavorisées.
- Gestion des aides à la pierre du Conseil Général.

Principales réalisations 2012

- Déploiement d'un logiciel de gestion du RSA depuis février 2012.
- Validation du bilan PDALPD, prolongation de sa durée, et élaboration des orientations d'un nouveau Plan en partenariat avec la DDT.
- Mise en œuvre de la réforme des aides financières en lien avec la DASP et le Secrétariat Général à partir de janvier 2012 et adoption des adaptations du dispositif par l'assemblée plénière du 18 octobre 2012.
- Poursuite du déroulement du PTI.
- Tenue d'un second comité de pilotage du PTI en mai 2012 et poursuite des actions développées.
- Intégration de la compétence habitat en juin 2012 avec un temps de tuilage avec le Pôle Développement.

Evolutions prévues pour 2013

- Modernisation de l'insertion par l'activité économique avec l'adoption de contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens pour les structures concernées.
- Développement de la clause d'insertion sociale au sein du Conseil Général et sur le département.
- Proposition d'un nouveau PDALPD en partenariat avec la DDT.
- Adoption d'un nouveau schéma départemental d'accueil des gens du voyage.
- Rénovation du dispositif du microcrédit social.
- Etude de la mise en ligne d'une plateforme avec l'ASP pour la gestion des contrats aidés.
- Réflexion sur une coordination renforcée de l'accompagnement professionnel avec Pôle Emploi, la DIRECCTE, la Mission locale et la Région.
- Préparation du renouvellement du PTI à la faveur des travaux autour de la démarche Agenda 21.
- Intégration de l'aide à la pierre de la compétence habitat et développement des liens entre les intervenants sur le terrain (animateurs ANAH et référents logement des pays).

DIRECTION DES ACTIONS SOCIALES DE PROXIMITÉ

Données budgétaires**Aides financières :**

- Aides financières Enfance et Famille : 55.753 €
- Aides financières RSA (APRE): 98.076 €

Aides de secours :

- Allocations Enfance et Famille : 228.010 €
- Secours d'urgence (Fonds de lutte contre la précarité) : 72.763 €

Chiffres clés

7.529 foyers rencontrés par les assistants sociaux

4.779 visites à domicile

6.402 visites reçues hors permanences

7.539 visites reçues en permanences

2.332 dossiers traités au titre du FSL, dont :

- 89 demandes d'accompagnement social lié au logement
- 467 demandes au titre de l'accès
- 1.776 demandes au titre du maintien
- 270 dossiers de surendettement constitués

947 bénéficiaires de Chèques d'Accompagnement Personnalisé, dont :

- 50 au titre du fonds d'aide aux jeunes
- 335 au titre de la lutte contre la précarité
- 562 au titre de la solidarité

164 dossiers d'allocation personnalisée de retour à l'emploi (APRE)

2.494 dossiers APA à domicile, dont :

- 1.092 nouvelles demandes

Missions

Organisation en 6 Unités Territoriales d'Actions Sociales (Guéret, Boussac, Aubusson, Auzances, La Souterraine, Bourgneuf) : accueil du public et mise en œuvre sur les territoires des politiques sociales départementales, dans les domaines de l'enfance famille, de l'insertion et du logement et des personnes en perte d'autonomie, dans le respect du cadre législatif, de l'individu et du secret professionnel.

Principales réalisations 2012

- Mise en œuvre de la réforme des aides financières et de l'informatisation du RSA.
- Nouvelle sectorisation des assistants sociaux.
- Amélioration du service social de proximité : permanences délocalisées, sécurisation et sens du travail social, rénovation, informatisation des UTAS... afin de s'adapter à la demande et aux besoins.
- Ainsi l'augmentation des besoins par exemple à Boussac, a conduit à des ajustements (travail similaire a été réalisé pour les conseillers en économie sociale et familiale ainsi que pour les services de PMI).
- Travail harmonisé des éducateurs de jeunes enfants à partir de septembre 2012.

Evolutions prévues pour 2013

- Participation à la recherche action nationale de l'ODAS autour de la territorialisation et de l'action sociale (2013 à 2014).
- Poursuite de l'amélioration des conditions d'activité des travailleurs sociaux en proximité.
- Mise en place de soutien des équipes via la supervision.
- Bilan de la nouvelle sectorisation.
- Coordination de l'action sociale et médicosociale avec les dispositifs de l'ARS (Maison MAIA, contrats locaux de santé).
- Mise en place d'un service de placement familial concernant les personnes en perte d'autonomie en lien étroit avec la DPPA.

HABITAT



Données budgétaires

Rénovation des logements sociaux publics :

- 68.900 € attribués à Creusalis
- 16.000 € à la SCP Maison Familiale Creusoise
- Le montant des emprunts garantis par le Département à hauteur de 50% en faveur des opérateurs publics de l'habitat s'est élevé à 183.100 € pour la SCP d'HLM de la Corrèze COPROD

Chiffres clés

- 61 logements rénovés en PALULOS
- 3 logements réhabilités en PLAI
- 7 logements insalubres ont été rénovés dans le cadre des PIG pour un total de 40.559 €

Missions

Gérer les dispositifs d'aide :

- Logements sociaux publics financés par des PALULOS ou PLAI.
- Logements sociaux privés, aide complémentaire à l'ANAH PIG.
- Garanties des emprunts souscrits par les OPH.

Principales réalisations 2012

Signature des 10 programmes d'intérêt général entre juillet et décembre 2012, permettant la déclinaison sur les territoires des documents cadres signés en 2011 (PRIG et Contrat Local d'engagement contre la précarité énergétique).

Evolutions prévues pour 2013

- Mise en œuvre des programmes d'intérêt général qui devrait se traduire par une reprise des demandes de subvention relatives aux sorties d'insalubrité.
- Travail de réflexion autour d'un micro crédit habitat.
- Prorogation du PRIG puis des PIG.



PÔLE
AMÉNAGEMENT
ET
TRANSPORTS

31

C O N S E I L G É N É R A L D E L A C R E U S E
R A P P O R T D ' A C T I V I T É 2 0 1 2

DIRECTION DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE ET DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL



Données budgétaires

**Dépenses totales
du Pôle 2012 :**
41.384.799 €
(y compris Parc Départemental)

**Dépenses totales
de la Direction :**
814.407 €

Investissement :
50.387 € concernant
en totalité le coût des
contrats d'entretien P3
des chaufferies

Fonctionnement :
764.020 €, dont
les dépenses
de fonctionnement
liées aux bâtiments,
hors travaux :

• Eau-assainissement :
21.136 €

• Electricité-énergie :
64.202 €

• Locations immobilières :
52.920 €

• Autres dépenses : 47.762 €

Chiffres clés

Voir pages suivantes
par direction

Missions

- Optimiser la gestion et le suivi administratif et budgétaire du Pôle :
 - . Coordonner les affaires du Pôle ;
 - . Préparer la programmation des différents budgets, gestion et suivi des crédits ;
 - . Piloter les procédures relatives aux grands projets routiers et de bâtiments ;
 - . Coordonner les Unités Territoriales Techniques (UTT) et le Parc départemental en lien avec les directions fonctionnelles ;
 - . Gérer les affaires domaniales, immobilières et locatives ;
 - . Suivre les dépenses et recettes de fonctionnement de l'ensemble des bâtiments (hors travaux) dont le Département est propriétaire ou locataire ;
 - . Instruire et suivre les demandes de subvention.
- Exercer le secrétariat et réaliser la comptabilité du Syndicat Mixte de l'aérodrome de Montluçon-Guéret.

Principales réalisations 2012

- Développement en cours des missions de maîtrise d'ouvrage pour l'ensemble du Pôle.
- Etablissement d'une procédure relative au suivi des travaux de bâtiments et de collèges.
- Etablissement d'une procédure relative aux demandes internes de travaux dans les bâtiments, avec lien avec le Service Appui Logistique de la DRH.
- Pilotage en lien avec la Direction des Bâtiments et la Direction des Routes, des projets suivants :
 - . Plan départemental de covoiturage ;
 - . Aménagement entre « La Clide » et « La Seiglière » – Communes de Moutier-Rozeille et d'Aubusson :
 - . dossier d'autorisation au titre du Code de l'Environnement
 - . dossier de demande de dérogation au titre des espèces protégées
 - . Restructuration du collège de Bourgneuf ;
 - . Création d'une salle d'évolution au collège de Parsac.
- Construction des centres d'exploitation de Guéret, Crocq et Gentioux.

Evolutions prévues pour 2013

- Etablissement d'un schéma directeur des bâtiments sur Guéret.
- Mise en place d'une solution informatique de gestion des contrats d'énergie et des contrôles réglementaires en vue d'une optimisation des dépenses de fonctionnement associées.
- Poursuite de l'établissement d'une programmation pluriannuelle de travaux dans les bâtiments et les collèges.
- Participation à l'élaboration de l'Agenda 21 du Conseil Général.

PARC DÉPARTEMENTAL



Données budgétaires

Dépenses : 8.040.109 €

Investissement : 870.927 € (renouvellement d'engins de fauchage, de VLU et de matériel lourd de déneigement et reprise des stocks)

Fonctionnement : 7.169.182 € (carburants, émulsion, enrobés à froid, granulats, pièces de rechange, produits de marquage routier, sel de déneigement, masse salariale des OPA et agents fonctionnaires)

Recettes : 9.039.526 €, dont

- Travaux PAT : 3.132.225 €
- Travaux Communes : 92.677 €
- Location véhicules et engins : 2.848.773 €
- Vente de marchandises : 844.914 €

(Valeur du stock: 829.127 €)

Chiffres clés

- 530 véhicules et engins
- 85 véhicules du Conseil Général

Missions

- Gérer les véhicules engins et matériels pour son compte et celui des UTT.
- Entretenir l'ensemble du Parc de véhicules légers du Conseil Général.
- Réaliser des travaux d'entretien de la voirie départementale et communale (après mise en concurrence).
- Participer à la viabilité hivernale.

Principales réalisations 2012

- Depuis le 1^{er} janvier 2012, le Parc assure l'entretien avec carburant de tous les véhicules légers du Conseil Général.
- Le résultat de clôture est équilibré.

Evolutions prévues pour 2013

- Optimisation du barème de prestations du Parc.
- Accompagnement au projet de restructuration du Parc.



Données budgétaires

Dépenses :
21.581.321 €

Investissements :
15.325.047 €

- PRID : 194.280 €
 - PRIR : 5.125.957 €
 - Grosses réparations : 3.346.984 €
 - Programme d'axes : 3.564.567 €
 - Traverses : 1.434.405 €
 - Ouvrages d'art : 755.099 €
 - Opérations de sécurité : 482.566 €
 - Etudes, achats de matériels et de terrains : 267.544 €
 - Subventions voirie : 153.646 €
- Fonctionnement :**
6.345.706 €
- Entretien de la voirie: 5.039.930 €
 - Viabilité hivernale: 1.126.912 €
 - Autres dépenses: 89.432 €

DIRECTION DES ROUTES

Missions

- Proposer la politique d'entretien routier.
- Piloter les programmes d'actions du Département avec l'aide des UTU en ce qui concerne :
 - . Les travaux neufs (des études jusqu'à la mise en service des opérations) ;
 - . L'entretien de la voirie départementale et de ses dépendances ;
 - . La signalisation et la sécurité routière.
- Assurer l'exécution du budget.
- Assurer la gestion du domaine public, de l'exploitation de la route et l'exécution des plans d'interventions (viabilité hivernale, Plan d'Intervention Végétation) avec l'appui des UTU.

Principales réalisations 2012

- Poursuite des opérations prévues à la convention avec la Région Limousin pour l'aménagement de l'axe Est-Limousin et de la RD 941.

Etudes :

- Poursuite des études relatives au projet d'aménagement du carrefour de « La Seiglière », communes d'Aubusson et de Moutier-Rozeille.
- Réalisation des études relatives à la mise en place du réseau dérogatoire de transports de bois ronds.
- Engagement des études relatives au projet de déviation de Chénérailles.

PRIR :

- Création d'un créneau de dépassement sur la RD 941 au lieu-dit « Le Pont du Cheix », commune de Saint-Avit-de-Tardes (en service depuis fin octobre 2012).
- Début de l'aménagement de la RD 990 entre Létrieux et Chénérailles, communes de Saint-Chabrais, Issoudun-Létrieux et Chénérailles.
- Aménagement de la RD 997 entre « La ville du Bois » et Gouzon, communes de Saint-Chabrais et Gouzon (en service depuis fin août 2012).

PRID :

- Création et mise en service de la première aire de covoiturage le long de la RN 145 au niveau de l'échangeur du « Trois et Demi ».

Bois ronds :

- Définition d'un réseau dérogatoire permanent de transports de bois ronds.

DIRECTION DES ROUTES

Evolutions prévues pour 2013

PRID :

- Poursuite de la construction d'aires de covoiturage.
- Poursuite du gel des opérations de type grandes rectifications de virage à la faveur de l'entretien du réseau routier existant.

PRIR :

- Poursuite des opérations prévues à la convention pour l'aménagement de l'axe Est-Limousin et de la RD 941.
- Instruction des demandes de transports de bois ronds sur le réseau dérogoire permanent via le portail « Transbois 2 ».
- Signalétique Véloroute : mise en service de l'itinéraire Est sur environ 120 km.



Chiffres clés

4.398 km de routes départementales

395 permissions de voirie

455 arrêtés de circulation

215 autorisations d'épreuves sportives

Viabilité hivernale 2011-2012 :

- 7.150 heures supplémentaires
- 2.260 tonnes de sel
- 600 tonnes de pouzzolane

DIRECTION DES BÂTIMENTS ET COLLÈGES



Données budgétaires

Budget :
2.111.349 €

Investissement :
1.900.364 €

- Bâtiments : 1.578.432 €
- Collèges : 321.932 €

Fonctionnement :
210.985 €

- Bâtiments : 134.890 €
- Collèges : 76.095 €

Missions

- Proposer la politique d'entretien des bâtiments départementaux et des collèges en liaison avec les chefs d'établissement.
- Piloter les programmes d'actions du Département en ce qui concerne :
 - . Les constructions des bâtiments neufs (des études jusqu'à leur livraison aux utilisateurs) ;
 - . L'entretien des bâtiments départementaux ;
 - . Les bilans et les travaux d'amélioration de « l'efficacité » énergétique des bâtiments.

Principales réalisations 2012

Bâtiments départementaux :

- Poursuite des travaux de restructuration de la couverture de l'Hôtel du Département.
- Emménagement de l'UTAS d'Aubusson dans le Centre des Impôts d'Aubusson sis Allée Jean-Marie Couturier.
- Fin de la construction du centre d'exploitation à Chénéraillles.
- Début de la réfection de la couverture de l'ancien auditorium de l'Ecole Nationale de Musique de la Creuse.
- Construction d'un bloc sanitaire sur l'aire de repos de « La Pierre Levée » sur la commune de La Villeneuve.
- Poursuite des études pour la construction de la Maison du Département de Bourganeuf dans l'ancienne gare SNCF.
- Poursuite des études pour la construction du centre d'exploitation de Guéret et pour la restructuration des locaux du Parc Départemental.

Collèges :

- Réalisation de la 2^{ème} tranche du remplacement des menuiseries extérieures au collège de Crocq.
- Démarrage des travaux de restructuration du gymnase de Saint-Vaury.
- Remplacement de faux plafonds et réfection d'escaliers extérieurs au collège J. Marouzeau de Guéret.
- Réfection de sol et de la signalétique intérieure au collège de Bourganeuf.
- Lancement des consultations d'entreprises pour la réfection des toitures-terrasses des collèges de Martin Nadaud à Guéret, de Dun-le-Palestel et de Bonnat, et la réfection des cuisines des collèges de Felletin et Chénéraillles.
- Poursuite des études pour la restructuration du collège de Bourganeuf et pour la construction d'une salle d'évolution au collège de Parsac.

DIRECTION DES BÂTIMENTS ET COLLÈGES

Evolutions prévues pour 2013

Etablissement d'une programmation pluriannuelle relative à l'accessibilité pour tous les bâtiments.

Bâtiments départementaux :

- Fin de la 1^{ère} tranche des travaux de restructuration de la couverture de l'Hôtel du Département et début de la 2^{ème} tranche.
- Aménagements extérieurs et déplacement d'un transformateur au CCAJL.
- Réfection des toitures-terrasses de la BDC.
- Fin de la réfection de la couverture de l'ancien auditorium de l'Ecole Nationale de Musique de la Creuse.
- Réfection de l'accueil du bâtiment du Pôle Jeunesse et Solidarités.
- Réfection de l'accueil de l'UTAS de Guéret (PMI).
- Construction de la Maison du Département de Bourganeuf dans l'ancienne gare SNCF.
- Construction des centres d'exploitation de Crocq, Gentioux et Guéret, et restructuration des locaux du Parc Départemental.

Collèges :

- Réfection des toitures-terrasses des collèges Martin Nadaud à Guéret, Dun-le-Palestel et Bonnat.
- Réfection des cuisines des collèges de Felletin et Chénérailles.
- Réfection des sanitaires des collèges Dun-le-Palestel et Martin Nadaud à Guéret.
- Réfection des salles de sciences des collèges d'Ahun et Bénévent-l'Abbaye.
- Fin des travaux de restructuration du gymnase du collège de Saint-Vaury.
- 3^{ème} tranche du remplacement des menuiseries extérieures du collège de Crocq.
- Maîtrise d'œuvre de la salle d'évolution de Parsac.
- Maîtrise d'œuvre de la restructuration du collège de Bourganeuf.
- Lancement d'une campagne de diagnostic des chaufferies en vue de leur modernisation pour une optimisation des dépenses de chauffage.

**Chiffres clés**

87 bâtiments gérés par le Conseil Général repartis sur l'ensemble du département :

- 9 bâtiments administratifs
- 25 bâtiments pour les UTT et les centres d'exploitation
- 21 bâtiments concernant l'éducation, la culture et le sport (ex : collèges, CCAJL)
- 6 bâtiments pour le PJS et les UTAS
- 2 bâtiments pour les services Environnement
- 5 gendarmeries et logements associés
- 6 bâtiments de logements
- 9 bâtiments autres : (ex : CPIE, Centres de vacances)

DIRECTION DES TRANSPORTS

Données budgétaires**Budget : 8.837.613 €**

Augmentation budgétaire constante en raison de la réglementation et du coût des transports (accords sociaux, ceintures de sécurité, modernisation du parc de véhicules)

Fonctionnement :

- Transports de voyageurs : 1.064.975 €
- 1.034.500 € pour les lignes régulières
- 30.475 pour les transports à la demande
- Transports scolaires : 7.049.525 €
- Transports des élèves et étudiants handicapés : 627.646 €
- Opérations collèges au cinéma, théâtre, musée, archives : 6.843 €
- Conseil Général des Jeunes : 10.617 €
- Convention UNSS : 10.700 €
- Transports piscine : 22.819 €
- Section football et VTT du collège J. Marouzeau de Guéret : 4.759 €
- Section natation du collège Martin Nadaud de Guéret : 1.926 €
- Sections basket et handball : 1.968 €
- Centrale d'information multimodale régionale « Mobilimousin » : 4.774 €
- Entretien abribus : 9.849 €

Investissement :

- Programme d'implantation des abribus : 21.212 €

Missions

- Organiser des transports sur le département.
- Gérer et assurer le financement des transports sur le territoire départemental :
 - . Transports de voyageurs ;
 - . Transports scolaires ;
 - . Transport des élèves et étudiants handicapés.
- Définir la politique de déplacement sur le département (moyens, tarification, desserte).
- Assurer l'équipement des points d'arrêt (programmes annuels d'implantation d'abribus).

Principales réalisations 2012

- Mise en œuvre d'une plateforme de covoiturage dans le cadre du schéma départemental en partenariat avec les Directions des Routes et de la Communication.
- Sensibilisation aux risques liés au transport scolaire des 1.300 élèves des classes de 6^{ème} dans le cadre de l'opération de sensibilisation à la sécurité routière, avec remise de gilets fluo pour assurer leur sécurité aux points d'arrêts, interventions dans les écoles primaires sur demande.
- Poursuite du programme d'implantation des abribus.
- Mise en place de la livrée TRANSCREUSE aux couleurs du Département sur l'ensemble du réseau d'autocars au 1^{er} septembre 2012.
- Mise en service de deux lignes d'autocars régulières supplémentaires à fréquence quotidienne reliant Dun-le-Palestel à Guéret (Ligne N°3), et Evaux-les-Bains à Felletin (Ligne N°5).
- Mise en service d'une centrale d'information multimodale « Mobilimousin » en partenariat avec la Région Limousin et d'autres autorités organisatrices de transports interurbains et urbains, qui assure la promotion du réseau creusois TRANSCREUSE.

DIRECTION DES TRANSPORTS

Evolutions prévues pour 2013

- Participation au projet de Plan de Déplacement Global de la Communauté d'Agglomération du Grand Guéret.
- Préparation à compter du 1^{er} janvier 2013 du transfert de compétence à la nouvelle autorité organisatrice de transport urbain pour mise en service du réseau urbain en septembre 2013.
- Mise en place d'une nouvelle organisation des transports scolaires pour les communes ou RPI ayant fait le choix de mettre en œuvre la réforme des rythmes scolaires pour la rentrée 2013 et préparation du passage de l'ensemble du département à la rentrée 2014.
- Proposition d'harmonisation des horaires des collèges du département afin de réduire le budget consacré au transport scolaire (expérimentation au collège d'Ahun à définir).

**Chiffres clés****Transports de voyageurs**

- 21 lignes régulières de voyageurs transportent 675 élèves internes et 800 élèves demi-pensionnaires
- 30 autocars parcourent 620.000 km/an (15 fois le tour de la Terre)
- 28 services de transport à la demande sur 4 communautés de communes et 13 communes assurent une desserte ponctuelle et locale

Transports scolaires

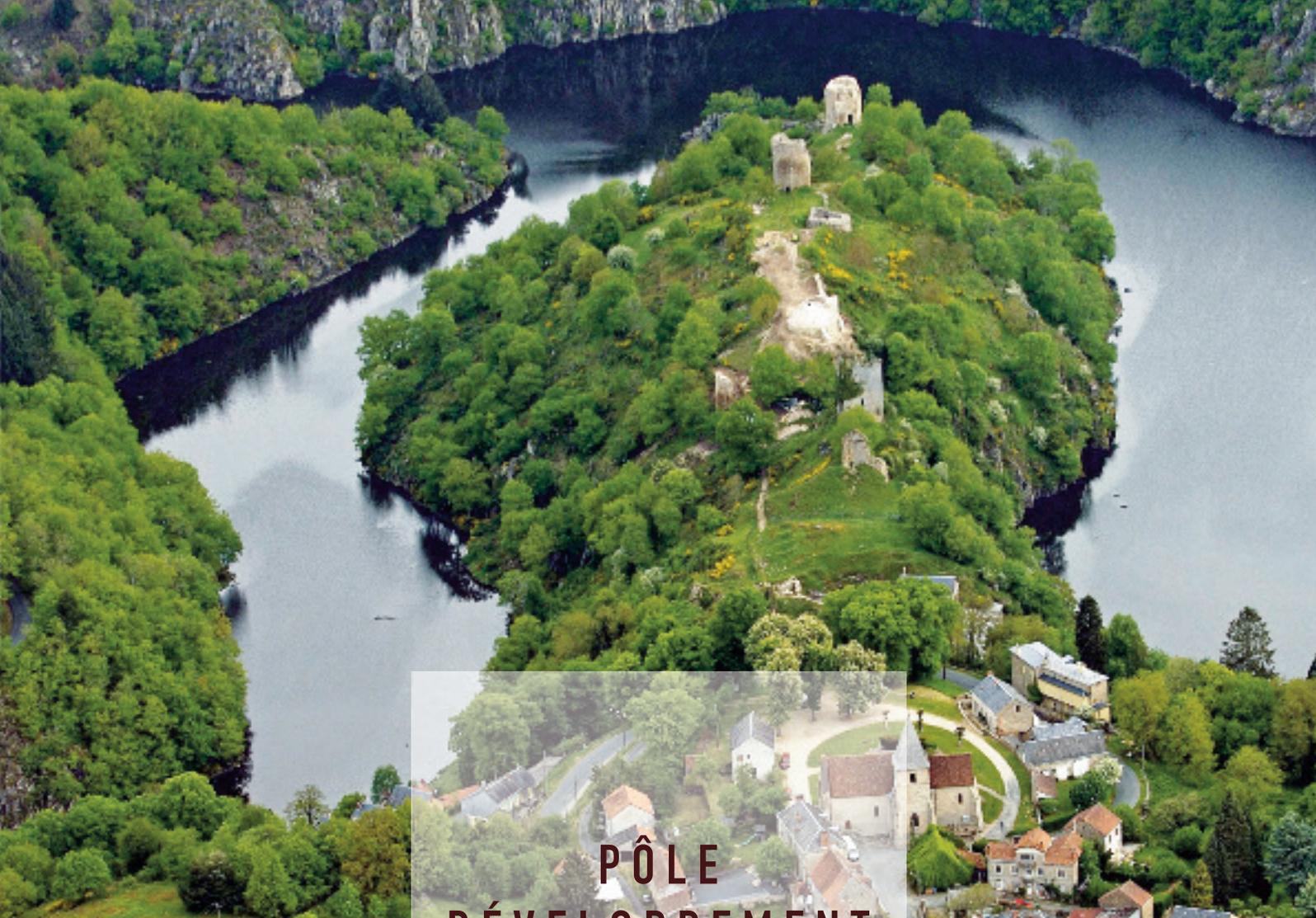
- 8.000 élèves demi-pensionnaires transportés quotidiennement ; coût moyen annuel par élève demi-pensionnaire : 881 €
- 103 organisateurs secondaires
- 450 circuits de transport scolaire
- 300 véhicules environ pour 15 exploitants

Transports élèves et étudiants handicapés

- 97 élèves concernés ; coût moyen annuel par élève : 6.701 €
- 6 exploitants taxis, ambulanciers ou transporteurs mandatés handicapés

R A P P O R T D ' A C T I V I T É 2 0 1 2

.....



PÔLE
DÉVELOPPEMENT

41

C O N S E I L G É N É R A L D E L A C R E U S E
R A P P O R T D ' A C T I V I T É 2 0 1 2

SECRETARIAT GÉNÉRAL



Données budgétaires

Budget (hors budget annexe du Laboratoire départemental) :
15.731.753 €

Missions

- Elaboration et suivi du budget de l'ensemble des activités du Pôle.
- Optimisation de la gestion du Pôle et coordination de l'ensemble des activités du Pôle.
- Gestion centralisée du parc des véhicules affectés au Pôle.

Principales réalisations 2012

- Déploiement d'outils de suivi budgétaire et de coordination dans le cadre de la fusion du Pôle Développement et du Pôle Education - Culture - Sports.
- Amélioration des outils favorisant la communication et la coordination entre les services du Pôle et les autres directions.
- Poursuite de l'effort engagé pour développer le covoiturage.
- Gestion administrative et financière des marchés de travaux et de maîtrise d'œuvre du projet de la maison de la Réserve naturelle de l'Etang des Landes et de ses abords, et du projet de logements passerelle de Chambonchard.
- Appui à la rédaction des pièces administratives de CCAP dans un souci d'harmonisation et de sécurisation des procédures, en collaboration avec le bureau des marchés.
- Exploitation de l'outil de suivi du budget mis en place, éditions mensuelles de tableaux et graphiques et analyse du rythme des engagements, des autorisations de programme et des consommations des crédits de paiement.

Evolutions prévues pour 2013

Finalisation du déploiement des outils de suivi budgétaire et de coordination.

DIRECTION DE L'ACTION TERRITORIALE : AGRICULTURE - FORÊT - DÉVELOPPEMENT RURAL



Données budgétaires

Remembrement :
238.750 €

Echanges amiables :
24.254 €

Chèques Installation :
256.000 €

CUMA : 158.938 €

**Aides aux organismes
professionnels
agricoles :** 432.233 €

**Aides aux manifesta-
tions agricoles :**
22.219 €

**Aides aux associations
agricoles :** 29.951 €

**Agriculteurs
en situation fragile :**
19.206 €

**Soutien aux projets
d'irrigation :** 18.545 €

**Solde 2012 du dispositif
« Sécheresse 2011 » :**
172.395 €

**Aide à l'acquisition
de matériel pour l'agri-
culture biologique**
12.727 €

**Aide à l'extension
de la forêt publique :**
2.009 €

**Mise aux normes
des salles de loisirs :**
subventions de 65.906 €

**Dotations FDAEC
aux 27 cantons :**
1.218.139 €

**Dispositif d'avances
remboursables :**
120.000 €

Missions

Aménagement foncier :

- Remembrement : aménagement foncier agricole et forestier, travaux connexes au remembrement.
- Echanges amiables.
- Aménagements hydrauliques.

Agriculture-forêt :

- Aides financières aux organismes et exploitations agricoles.
- Suivi de la forêt départementale.
- Aide à la voirie forestière et à l'extension de la forêt publique.

Développement rural :

- Aide aux salles de loisirs.
- Gestion du FDAEC.
- Gestion du dispositif d'avances remboursables.
- Gestion du dispositif de répartition du produit des amendes de police.

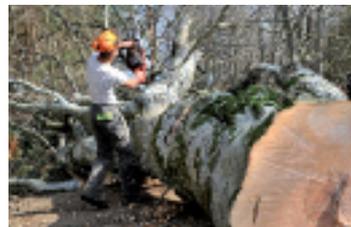
Principales réalisations 2012

- Adoption fin 2012 d'un cadre de la politique de soutien au secteur agricole du département. Ce cadre prévoit 3 axes d'intervention :
 - . La mutation vers une agriculture durable ;
 - . Le renforcement de la compétitivité des exploitations ;
 - . Le développement du nombre d'actifs employés dans l'agriculture.
- Conventions avec la Chambre Départementale d'Agriculture, le Service de Remplacement Creuse, les Jeunes Agriculteurs de Creuse et le Groupement de Défense Sanitaire de la Creuse.
- Renouvellement du partenariat triennal (2012-2015) pour le repérage et le suivi des exploitants agricoles en situation fragile : partenariat avec la Mutualité Sociale Agricole, la Région Limousin, l'Etat (DDT), la Chambre d'Agriculture, les Syndicats professionnels agricoles et Solidarité Paysans Limousin.
- Première année complète de mise en œuvre du dispositif de soutien à l'achat de matériels dédiés à l'agriculture biologique, extension des types de matériels éligibles (installations de production d'aliments à la ferme et de semences dites « de ferme »).

DIRECTION DE L'ACTION TERRITORIALE :
AGRICULTURE - FORÊT - DÉVELOPPEMENT RURAL

Evolutions prévues pour 2013

- Poursuite des actions en faveur de la restructuration forestière et de l'amélioration du réseau de voirie communale.
- Mise en œuvre de la politique d'intervention du Conseil Général en faveur du secteur agricole à travers notamment le soutien au développement des circuits courts de proximité, via l'approvisionnement local de la restauration collective.



Chiffres clés

- 2.000 ha concernés par les opérations de remembrement
- 50 propriétaires fonciers aidés pour les échanges amiables pour une surface globale d'environ 125 ha
- 67 bénéficiaires du chèque installation
- 35 demandes de CUMA pour l'acquisition de 65 matériels
- Aide à 14 manifestations agricoles
- 4 exploitations en difficulté ont fait l'objet d'un audit et 23 autres ont bénéficié d'un suivi technico-économique (réalisé sur 3 ans)
- 6 collectivités aidées au titre de l'aide à la mise aux normes de salles de loisirs
- Le dispositif d'avances remboursables institué au bénéfice des petites collectivités a permis de répondre à la demande de 15 communes

DIRECTION DE L'ACTION TERRITORIALE : POLITIQUES TERRITORIALES



Données budgétaires

Montant des versements effectués :
139.213 €

Conventions territoriales 2011/2013, montant des aides accordées en 2012 :
1.339.549 €

Chiffres clés

• 5 contrats de pôles structurants (La Souterraine, Aubusson-Felletin, Boussac, Guéret et Bourga-neuf) sont arrivés à échéance au 31 décembre 2010. Une enveloppe de 150.000 € a été affectée à chacun d'entre eux

• 5 conventions territoriales (Pays de Guéret, Combraille-en-Marche, Sud Creusois, Ouest Creuse et PNR de Millevaches)

• 9 M€ consacrés à la contractualisation 2008/2013

Missions

- Gestion des conventions territoriales des 4 Pays Creusois et du PNR Millevaches en Limousin.
- Gestion des contrats de pôles structurants (La Souterraine, Bourga-neuf, Boussac, Aubusson/Felletin et Guéret).
- Suivi des actions « pôles d'excellence rurale ».
- Animation du projet de revitalisation du site de Chambonchard.
- Participation au développement du GIP Traces de Pas.
- Gestion des dossiers particuliers.
- Mise à jour du document intranet sur les compétences des communautés de communes.
- Suivi de la réforme des collectivités.

Principales réalisations 2012

- Réalisation d'un bilan d'étape des conventions territoriales 2011-2013, en vue d'optimiser la gestion de la fin de la programmation prévue pour le 31 décembre 2013.
- Décision de prolongation des DCT 2^{ème} génération dans le cadre des conventions territoriales 2011-2013.

Evolutions prévues pour 2013

- Réflexion sur l'avenir de la politique territoriale du Département et préparation de la prochaine génération de contractualisation 2014-2020, en lien avec les futurs programmes européens et les orientations stratégiques régionales.
- Contrats de pôle structurants (gros projets nécessitant des temps de réalisation assez longs) : les dernières opérations devraient être soldées en 2013.

**DIRECTION DE L'ACTION TERRITORIALE :
MISSION EUROPE****Données
budgétaires****Budget : 80.597 €****Missions**

- Veille et suivi des fonds européens.
- Participation à des réseaux nationaux et européens s'intéressant à l'appui au développement des territoires ruraux.
- Conseil auprès des services du Conseil Général et des porteurs de projets creusois sollicitant les fonds européens.
- Préparation et suivi des dossiers FEDER et FEADER déposés par le Conseil Général.
- Participation au réseau rural FEADER.
- Suivi des activités du réseau rural européen constitué pour le suivi et l'évaluation du FEADER.
- Suivi des 4 projets Leader creusois : Pays de Guéret, SOCLE, Combraille-en-Marche, PNR Millevaches.

Principales réalisations 2012

- Recrutement d'un chargé de mission et changement du siège social de Leader France.
- Participation à l'INPAP (Instance Nationale de Préparation de l'Accord de Partenariat).
- Suivi de l'étude lancée par la DATAR sur les ATI (Actions Territoriales Intégrées).
- Participation au groupe national développement rural FEADER créé au sein de l'ADF.
- Suivi des réunions régionales de préparation de la génération 2014-2020 des fonds européens.

Evolutions prévues pour 2013

- Contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes opérationnels des fonds européens sur la période 2014/2020.



Données budgétaires

Aides économiques 479.238 € :

- 5 43.125 € pour le Pays Ouest Creusois
- 63.368 € pour le Pays Sud Creusois
- 2.771 € pour le PNR Mille-vaches

DCT 2^{ème} génération, 2^{ème} phase opérationnelle :

- 32.900 € pour le Pays de Guéret
- 48.400 € pour le Pays Combraille en Marche

Chiffres clés

17 dossiers d'aide économique engagés

Dossiers subventionnés dans le cadre des DCT 2^{ème} génération :

- 52 pour le Pays Ouest Creusois
- 67 pour le Pays Sud Creusois
- 3 pour le PNR Mille-vaches

MISSION ECONOMIE ET TOURISME : ECONOMIE

Missions

- Préparation et gestion de l'attribution de subventions en application du règlement départemental.
- Accompagnement des acteurs et des collectivités locales dans leurs projets.
- Participation à l'animation des filières économiques.

Principales réalisations 2012

- Refonte des aides économiques avec application dès le 1^{er} janvier 2013.
- Signature d'une convention de partenariat Région-Département pour la période 2013-2014.
- Prolongation des DCT 2^{ème} génération jusqu'au 31 décembre 2013.
- Principaux dossiers subventionnés :
 - . Aménagement de la zone d'activités de Saint-Vaury et d'une 4^{ème} tranche de travaux sur la zone des « Garguettes » à Guéret ;
 - . Installation de multiservices sur les communes de Mainsat, Saint-Agnant-près-Crocq, La Celle-Dunoise et Saint-Agnant-de-Versillat ;
 - . Installation d'une station service sur la commune de Saint-Pierre-de-Fursac ;
 - . Construction de bâtiments pour l'EURL Délices des Abeilles à Gouzon et pour la SAS ABL (Aliment Bétail Limousin) sur la commune de Saint-Léger-Bridereix ;
 - . Aménagement de locaux pour la société ATL Production à Aubusson et pour installer une plateforme téléphonique à la CAF de la Creuse.
- Collaboration aux projets suivants :
 - . Projet porté par Le Relais, relatif au tri et à la collecte de déchets textiles ;
 - . Reprise de la société Evaux Laboratoires à Evaux-les-Bains.
 - . ABIODIS : unité de fabrication d'électricité à partir du méthane.

Evolutions prévues pour 2013

- Déclinaison en Creuse du SRDE 2^{ème} génération.
- Evaluation des DCT et réflexion sur la politique territoriale pour la période 2014-2020.
- Adhésion du Conseil Général à l'Association Pépinière d'entreprises de l'arrondissement d'Aubusson.
- Projet de signature d'une convention d'objectifs – Pôle de compétence Art Textiles Art Tissé.
- Participation aux rencontres sur l'automobile à Magny Cours.

MISSION ECONOMIE ET TOURISME : TOURISME



Données budgétaires

Subventions globales :
227.540 €,
réparties ainsi :

- Privés : 223.540 €
- Public : 4.000 €

Avances remboursables : **22.500 €**

Chiffres clés

- 25 dossiers de subvention tourisme engagés (privés)
- 1 dossier d'aide exceptionnelle (public)
- 1 dossier d'avance remboursable piscine (privé)

Missions

- Suivi de la mise en œuvre du Schéma Départemental de Développement Touristique 2009-2013.
- Préparation et gestion de l'attribution de subventions en application du règlement départemental.
- Subvention aux structures intervenant dans le domaine du tourisme.
- Accompagnement des acteurs et des collectivités locales dans leurs projets.

Principales réalisations 2012

- Présentation du Schéma Régional de Développement Economique intégrant les aides touristiques du Conseil Général de la Creuse.
- Elaboration de conventions-types concernant le nouveau règlement d'aide en matière touristique adopté en plénière le 27 juin 2011.

Evolutions prévues pour 2013

- Projet de classement 5 étoiles de l'Hôtel Château La Cazine à Noth.
- Projet d'extension de la partie hôtelière de l'Hôtel-Restaurant Alexia à La Souterraine.

DEATL : ENVIRONNEMENT**Données
budgétaires**

Subventions
aux EPCI en charge
de l'élimination
des déchets ménagers :
11.144 €

Chiffres clés

Déchets : 8 dossiers
subventionnés en 2012
pour un montant total
de 35.443 €

Missions

- Coordination, mise en œuvre et suivi du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés.
- Soutien financier aux collectivités en matière de déchets ménagers.
- Assistance technique et administrative au syndicat mixte d'études pour la gestion des déchets ménagers.

Principales réalisations 2012

- Décision de principe, prise le 18 octobre 2012, favorable à la création d'un syndicat départemental de traitement des déchets ménagers, ainsi qu'à l'adhésion du Département à cette structure.
- Adoption par l'Assemblée départementale du 17 décembre 2012 du plan départemental de prévention des déchets non dangereux.

Evolutions prévues pour 2013

- Mise en œuvre du plan départemental de prévention des déchets non dangereux.
- Démarrage de la révision du plan départemental de gestion des déchets ménagers et assimilés.

DEATL : ASSISTANCE TECHNIQUE



Données budgétaires

Soutien des investissements des communes et EPCI pour :

- Assainissement collectif : 495.081 €
- Alimentation en eau potable : 221.624 €

Soutien aux collectivités pour la gestion des milieux aquatiques : 15.651 €

Chiffres clés

- 23 collectivités accompagnées pour la mise en place des périmètres de protection des captages
- Plus de 200 km de cours d'eau restaurés depuis l'adoption du schéma départemental de gestion des milieux aquatiques en 2010
- 2.500 analyses réalisées pour le suivi de la qualité de l'eau des rivières (13 stations)

Missions

- Assistance technique et administrative au syndicat mixte d'études pour la gestion des déchets ménagers.
- Assistance technique et soutien des investissements des communes et EPCI en matière d'assainissement, d'alimentation en eau potable et de gestion des milieux aquatiques.
- Assistance technique et animation des schémas départementaux en matière d'assainissement, d'alimentation en eau potable et de gestion des milieux aquatiques.
- Audit et formation en hygiène alimentaire.
- Assistance technique vétérinaire :
 - . Collecte des échantillons sanguins ;
 - . Gestion des relations avec les organisations professionnelles.

Principales réalisations 2012

- Prestation d'assistance proposée aux communes dans le cadre de l'activité de soutien aux milieux aquatiques, proposant la prise en charge des profils de baignade par un technicien dédié.
- Mise en place d'un outil de pilotage (basé sur un SIG partagé) en faveur du suivi des orientations du schéma départemental de gestion des milieux aquatiques en mai 2012.
- Signature du contrat territorial milieux aquatiques du bassin de la Voueize.

Evolutions prévues pour 2013

- Signature d'une nouvelle convention 2013-2018 dans le cadre du 10^{ème} programme de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne pour les domaines de l'assainissement, de l'eau potable et des milieux aquatiques.
- Acquisition d'un logiciel pour la valorisation des données du réseau de mesures de la qualité des eaux superficielles du département.

DEATL : LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES



Données budgétaires

Budget : 2.270.788 €

Chiffres clés

Nombre d'échantillons reçus pour analyses :

- 4.293 en hydrologie
- 9.248 en hygiène alimentaire
- 5.401 en santé animale
- 8.249 en ESB
- 246.620 en immunologie-sérologie

Missions

Réalisation d'analyses :

- Eaux (physico-chimie et microbiologie).
- Hygiène alimentaire.
- Aide au diagnostic de santé animale.
- Immunologie-sérologie.
- Diagnostic ESB.

Principales réalisations 2012

- Restructuration du catalogue des prestations.
- Développement de domaines d'expertise sur 2 problématiques d'intérêt national : la biologie environnementale et la pathologie de la paratuberculose bovine.
- Organisation d'une journée thématique en octobre 2012 à destination de l'ensemble des acteurs concernés de la zone du grand Massif Central.
- Réalisation d'un site Internet afin d'offrir un accès aisé et convivial aux clients du Laboratoire.
- Intégration du Laboratoire dans différents réseaux professionnels régionaux et interrégionaux.
- Initiation de coopérations scientifiques de recherche.
- De façon concomitante, par son intégration au consortium Limousin Entreprise Durable (LED), le Laboratoire se place en tête des structures publiques qui initient ces thématiques en se fixant des objectifs de développement, sur une période de long terme.

Evolutions prévues pour 2013

- Poursuite d'une politique visant à étoffer l'offre client.
- Extension de la portée d'accréditation (PCR, IBGN, cyanobactéries).
- Poursuite d'une politique de développement de partenariats recherche et développement.
- Renouvellement du marché informatique.
- Réponse à l'appel d'offre de l'ARS pour le contrôle sanitaire des eaux de consommation et de loisirs.

MISSION CULTURE



Données budgétaires

Budget affaires culturelles : 3.105.974 €

- Aides à l'édition et à la publication d'ouvrages : 9.130 € et 5.000 € d'aide à la création
- Soutien aux communes de Guéret (Espace Fayolle) et La Souterraine (Centre Culturel Yves Furet) pour leur politique culturelle : 91.780 €
- ADIAM : 91.007 €
- Conservatoire Départemental Emile Goué : 1.657.287 €
- Théâtre Jean Lurçat, Scène nationale d'Aubusson : 262.520 €
- Cité internationale de la Tapisserie et de l'Art tissé : 694.400 €
- Fondation du Patrimoine : 40.000 € pour l'aide à la restauration du patrimoine départemental

Chiffres clés

- 60 associations culturelles subventionnées

Missions

- Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique culturelle départementale, à la réflexion sur ses orientations et à son évaluation.
- Suivre l'activité des structures culturelles externes (ADIAM, syndicat mixte du Conservatoire départemental, syndicat mixte de la Cité de la Tapisserie et de l'Art Tissé).
- Coordonner les relations techniques du Département avec ces structures.
- Suivre les relations institutionnelles avec les partenaires externes.
- Suivre les affaires culturelles et accompagner financièrement les associations creusoises ou les acteurs menant des projets culturels et participant au développement de l'animation locale.

Principales réalisations 2012

- Sélection du maître d'œuvre et dépôt du permis de construire dans le cadre du projet d'installation de la Cité de la Tapisserie sur le site de l'ENSA à Aubusson.
- Réalisation de travaux à l'auditorium de l'ancienne école de musique pour une mise à disposition gratuite des locaux aux associations de pratiques amateurs musique et chant, afin d'en favoriser le développement.

Evolutions prévues pour 2013

- Début des travaux de la future Cité de la Tapisserie sur le site de l'ENSA à Aubusson.
- Mise en service de l'auditorium de l'ancienne école de musique.

SERVICE SPORTS, LOISIRS DE NATURE ET VIE ASSOCIATIVE



Données budgétaires

- 202 subventions cantonales attribuées à des associations sportives

Sports :

- Comités Départementaux : 119.950 €
- Associations/Comités d'organisation, dans le cadre des dotations départementales : 200.400 €
- Associations sportives subventionnées dans le cadre des dotations cantonales : 90.298 €
- Aides aux sportifs de bon niveau : 21.800 €
- Aides aux collectivités dans le cadre de la mise aux normes des installations sportives : 26.695 €
- Plan piscine : 4.211 € (année scolaire 2011-2012 - hors transports)
- Location des équipements sportifs utilisés par les collèges : 89.956 € (année scolaire 2011-2012)

Randonnées et loisirs de nature :

- Entretien et balisage des itinéraires inscrits au PDTR : 139.922 €

Missions

- Contribuer à l'élaboration et mettre en œuvre la politique sportive départementale.
- Soutien aux associations et aux comités sportifs.
- Soutien à l'organisation de manifestations sportives.
- Suivi des conventions pluriannuelles d'objectifs et des partenariats en vigueur.
- Mise en œuvre du « Plan piscine et équipements sportifs ».
- Accompagnement et suivi des sections sportives en collèges
- Organisation de la rencontre sportive inter-collèges partenariale entre le Conseil Général des Jeunes.
- Mise en œuvre du Plan Départemental Touristique de Randonnée : suivi de l'entretien et du balisage des itinéraires départementaux, création d'une signalétique, suivi des dossiers de création des itinéraires de Pays, préparation des dossiers pour une homologation en GRP.
- Mise en œuvre et gestion de Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et Randonnée.

Principales réalisations 2012

- Rattachement de la mission randonnée au Service des sports, loisirs de nature et vie associative.
- Aménagement de la Véloroute « Est Creuse ».
- Adoption des grandes orientations de la charte départementale de la randonnée.
- Signature de la 3^{ème} édition du protocole d'accord avec l'Etat, l'Association des Maires et Adjointes de la Creuse et le Comité départemental olympique et sportif de la Creuse (période 2011-2013).
- Renouvellement des conventions de partenariat avec les collèges Marouzeau et Nadaud de Guéret pour le fonctionnement des sections sportives (football, VTT et natation).
- Ouverture d'une 7^{ème} section en collège (badminton à Bonnat) en partenariat avec le Conseil Général.
- Création de l'itinéraire Grande Randonnée Pédestre (GRP) des Monts de Guéret, homologué par la Fédération Française de la Randonnée.
- Soutien apporté à l'ADRT pour la création d'un site Internet départemental dédié à la randonnée.

SERVICE SPORTS, LOISIRS DE NATURE ET VIE ASSOCIATIVE

Evolutions prévues pour 2013

- Renouvellement des conventions pluriannuelles d'objectifs avec les comités départementaux pour la période 2013-2016.
- Renouvellement du partenariat avec la Ligue du Limousin de Cyclisme concernant le Pôle Espoir de Guéret.
- Renouvellement de la convention de partenariat avec le collège de Saint-Vaury pour le fonctionnement de la section sportive basket-ball.
- Réalisation de travaux de sécurisation du GR654 « sentiers des Peintres » à Crozant.
- Conventonnement avec les comités départementaux de randonnée pédestre et de cyclotourisme.
- Finalisation de la charte départementale de la randonnée et mise à jour du PDIPR.
- Lancement d'une réflexion sur le développement des sports et loisirs de nature.
- Finalisation du GR Pays de la CIATE et étude sur Chambonchard.
- Suivi de fréquentation des Véloroutes.
- Gestion du dispositif « Emploi d'initiative associative » et suivi du partenariat avec le dispositif local d'accompagnement dans le cadre de la fusion des pôles.



Chiffres clés

- 49 Associations/Comités d'organisation aidés
- 29 Comités départementaux aidés
- 63 athlètes aidés dans le cadre du fonds départemental aux sportifs de bon niveau
- 37 équipements conventionnés dans la cadre de l'utilisation des équipements sportifs par les collèges (hors piscines)
- 1.066 km de chemins entretenus
- 1.701 km d'itinéraires de randonnée balisés
- 2.000 km inscrits au PDIPR
- 257 km de Véloroute aménagés en Creuse inscrits au schéma national du CIADT

DIRECTION DE L'ÉDUCATION

Données budgétaires

Dépenses de fonctionnement :
2.125.129 €, dont :

- 1.643.947 € pour le service des collèges
- 440.677 € pour le service des interventions périscolaires
- 40.505 € pour le service de restauration

Recettes de fonctionnement :
335.417 €

(Fonds départemental de restauration scolaire)

Dépenses d'investissement :
124.615 €, dont :

- 65.770 € pour le service des collèges
- 24.000 € pour le service des interventions périscolaires
- 34.845 € pour le service restauration

Recettes d'investissement :
45.725 €

(Remboursements des prêts d'honneur étudiants)

Missions

- Gérer les relations avec les collèges du département sur la base de trois services :
 - . Le service des collèges qui organise le calcul et le suivi des dotations de fonctionnement, des crédits annexes disponibles pour l'entretien des établissements, ainsi que le suivi administratif des personnels en partenariat avec la DRH du Conseil Général ;
 - . Le service des interventions périscolaires qui gère les différents dispositifs de soutien à la scolarité des élèves, du cours préparatoire jusqu'à l'université ;
 - . Le service restauration qui conseille les établissements sur le suivi du plan de maîtrise sanitaire, et intervient sur la réparation ou le remplacement des équipements de restauration.

Principales réalisations 2012

- Mise en place au 1^{er} janvier 2013 du tarif unique des repas à 2,70 € dans tous les collèges.
- Expérimentation d'un nouveau système de bourses départementales avec la mise en place d'une tarification sociale à la rentrée de septembre pour les élèves de 4^{ème} du collège Martin Nadaud à Guéret.
- Animation des différents groupes de travail autour du projet d'actualisation de la convention cadre entre le Département et les collèges pour préciser les modalités d'exercice des compétences en matière d'éducation.
- Travail mené en transversalité avec les autres directions du Conseil Général : DRH - DISC et Bâtiments.
- Dotation complémentaire de rentrée des élèves de 6^{ème} d'une calculatrice scientifique à la rentrée 2012, en plus des dictionnaires personnalisés.
- Poursuite de la coopération avec les élèves du lycée agricole d'Ahun missionnés sur une analyse de territoire, pour la mise en œuvre des circuits de proximité en restauration scolaire.
- Déploiement du nouveau logiciel pour la gestion des bourses départementales.

Evolutions prévues pour 2013

- Accompagnement à la mise en œuvre de la RCBC.
- Phase II du déploiement du dispositif expérimental pour l'octroi de bourses départementales (tarification sociale) pour l'ensemble des élèves du collège Martin Nadaud.
- Renouvellement du marché de mobilier scolaire et de restauration : création d'un lot spécifique pour le mobilier des salles de sciences, en transversalité avec la Direction des Bâtiments et la DISC.
- Mise en œuvre de la nouvelle convention cadre CG23-EPLE adoptée ; son entrée en vigueur est prévue le 1^{er} septembre.

DIRECTION DE L'ÉDUCATION : CONSEIL GÉNÉRAL DES JEUNES



Chiffres clés

- 19 collèges creusois pour 4.634 collégiens à la rentrée 2012
- 1 collège privé pour 59 collégiens à cette même rentrée
- 1.697 écoliers ont participé à des classes de découverte
- 340 collégiens ont été aidés pour participer aux voyages scolaires
- 1.161 dictionnaires et 1.211 calculatrices distribués aux élèves de 6^{ème}

Missions

Piloter les opérations d'éducation à la citoyenneté par la découverte du fonctionnement de l'institution départementale, en donnant aux collégiens la possibilité de devenir acteurs de la vie publique.

Principales réalisations 2012

Obtention par les élus jeunes du Prix Territoria de Bronze pour leur travail innovant sur la situation des abeilles.

Commission « Education, culture et sport » :

- 5^{ème} édition de la rencontre sportive inter-collèges (plus de 150 élèves).
- Sensibilisation des collégiens à la gestion des déchets.

Commission « Solidarité » :

- Journée d'échanges avec les enfants du Secours Populaire.
- Journée « Action solidaire » à destination des familles soutenues par le Secours Populaire.
- Animations auprès de résidents d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

Commission « Environnement » :

- Création d'un rucher sur un terrain du Conseil Général à Guéret.
- Organisation d'une fête des abeilles afin de sensibiliser le public au rôle primordial des insectes pollinisateurs dans l'écosystème.

Evolutions prévues pour 2013

- 10^{ème} anniversaire du Conseil Général des Jeunes en juin 2013.
- Voyage citoyen au Parlement Européen à Strasbourg en décembre.

BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE



Données budgétaires

Budget de fonctionnement : 984.850 €, dont

- 266 260 € consacrés aux actions

Budget d'investissement : 97.000 €

Chiffres clés

- 189.423 documents au 31 décembre 2011
- 9.698 documents achetés
- 91.961 documents prêtés
- 145 communes desservies
- 219 dessertes effectuées par bibliobus au cours de 131 tournées et 3 choix sur place à la BDC
- 24.189 réservations de documents honorées
- 54% des demandes transitent par internet, 52 bibliothèques utilisent régulièrement ce service
- 46 prêts d'expositions sur 18 thèmes différents
- 28 jours de stage touchant 137 personnes
- 11 spectacles organisés dans les Relais Assistants Maternelles dans le cadre de Coquelicontes
- 2.903 spectateurs à la 16^{ème} édition du festival Coquelicontes

Missions

- Développer la lecture publique dans le département par :
 - . Le soutien à la création et au fonctionnement des bibliothèques locales ;
 - . La constitution d'une collection de documents, son traitement et sa diffusion par bibliobus ou dans ses locaux ;
 - . L'évaluation du fonctionnement du réseau départemental de lecture publique ;
 - . La formation des bibliothécaires et autres acteurs du développement de la lecture ;
 - . L'action culturelle par l'animation autour du livre et des arts du récit ;
 - . La concertation avec les partenaires du développement de la lecture et de la lutte contre l'illettrisme ;
 - . La coopération avec les bibliothèques au niveau régional et national.

Principales réalisations 2012

- Mise en œuvre du nouveau Plan de développement de la lecture publique :
 - . Développement de l'utilisation des TIC ;
 - . Mise en place de navettes complémentaires pour étendre le service d'acheminement aux bibliothèques les plus actives du territoire creusois ;
 - . Nouveaux services aux bibliothèques et nouvelles actions pour prévenir l'illettrisme.
- Choix du prestataire pour la ré-informatisation de la Bibliothèque Départementale.
- Mise en œuvre du Contrat Territoire Lecture signé avec l'Etat, visant à renforcer les actions de prévention de l'illettrisme, notamment envers le jeune public.
- Création d'espaces pour lire aux tout petits.
- Accueil d'auteurs/illustrateurs pour la jeunesse dans le cadre de la manifestation nationale des Incos.
- Agrandissement et réaménagement de la bibliothèque de Bourgneuf.

Evolutions prévues pour 2013

- Organisation de la 17^{ème} édition du festival Coquelicontes dont le goûter conté sera organisé en Creuse, comme tous les 3 ans.
- Lancement de l'opération « Un livre à chaque bébé ».
- Création d'un salon du livre jeunesse itinérant départemental regroupant des accueils d'auteurs et/ou illustrateurs pour la jeunesse dans les établissements scolaires.
- Participation à la réflexion en cours de la commune de Royère-de-Vassivière pour la création d'une Médiathèque en 2014.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES



Données budgétaires

Budget : 100.181 €

Chiffres clés

- 12.994 documents communiqués en salle de lecture
- 792 lecteurs inscrits
- 2.870 séances de travail (demi-journées)
- 143.000 visiteurs sur le site Internet
- 10.003 mètres linéaires de fonds conservés
- 129 mètres linéaires versés en 2012
- Accroissement de 141,31 mètres linéaires d'archives publiques et 5,12 mètres linéaires d'archives privées

Missions

Collecter, classer, conserver le patrimoine documentaire écrit, iconographique et oral du département.

Principales réalisations 2012

- Ouverture du nouveau site Internet fin mai 2012 pour la mise en ligne des archives numérisées (plus d'1 million de pages).
- Réalisation de deux expositions :
 - . « Notaires dans la Creuse, 500 ans d'histoire » ;
 - . « Justice et justiciables de l'ancien régime au XX^{ème} siècle ».
- Interventions dans les écoles, au Musée de Guéret et à la BMI auprès du public scolaire dans le cadre d'une convention de partenariat (ateliers sigillographie et calligraphie).
- Mise à disposition du public de plusieurs instruments de recherche, dont le répertoire du fonds de la manufacture Hamot.

Evolutions prévues pour 2013

- Organisation d'une exposition sur le thème de l'agriculture au Moyen-âge, autour du calendrier de Clairavaux, du 28 janvier au 28 mars 2013.
- Organisation en mars 2013 de deux conférences animées par Perrine Mane (chercheur au CNRS, spécialiste de la vie matérielle médiévale en Europe occidentale) et David Glomot (agrégé, spécialiste des paysages et de l'économie rurale en Haute-Marche et Combraille à la fin du Moyen-âge).
- Organisation en juillet 2013 d'une exposition sur la migration des Creusois vers Paris au XIX^{ème} siècle avec conférence.
- Organisation fin 2013 d'une exposition autour du thème de l'économie sociale et solidaire, avec conférences.

MAISON DÉPARTEMENTALE DES PATRIMOINES



Données budgétaires

- **Monuments Historiques (classés et inscrits) : 170.738 € en faveur de 7 communes et 1 communauté de communes**
- **Restauration du patrimoine rural non protégé : 126.393 € en faveur de 23 communes et 2 communautés de communes**
- **Syndicat mixte des ruines de Crozant : 20.276 €**
- **Communes et EPCI : 9.058 € pour la mise en valeur des abords des sites touristiques, des monuments historiques et des espaces protégés**
- **CEN Limousin : 10.921 € pour la mise en valeur du patrimoine naturel des sites qui lui ont été confiés**
- **Programme d'éducation à l'environnement : 22.000 € dans le cadre d'une convention signée fin 2011 avec le CPIE**
- **Réserve naturelle nationale de l'Étang de Landes :**
 - . réalisation de travaux de génie écologique : 28.423 €
 - . mission d'assistance scientifique et de conservation du CEN Limousin : 41.524 €
 - . réalisation de la Maison de la réserve et de ses abords : 130.473 €

Missions

- Contribuer à la politique patrimoniale départementale :
 - . Coordination, soutien aux grands projets patrimoniaux du Département ;
 - . Conservation des antiquités et objets d'art : inventaire, inspection, récolement, étude, conseils et expertise pour la restauration, la sécurisation des objets mobiliers religieux non protégés ou protégés au titre des monuments historiques ;
 - . Inventaire, étude du patrimoine vernaculaire et bâti, civil et religieux ;
 - . Gestion des aides financières à la restauration des édifices publics et des objets mobiliers religieux protégés au titre des Monuments Historiques et non protégés ;
 - . Valorisation du patrimoine départemental : évènementiels, publications, conférences ;
 - . Préservation et mise en valeur du patrimoine naturel - gestion de la Réserve naturelle nationale de l'Étang des Landes - actions d'éducation à l'environnement.
- Assurer la gestion du syndicat mixte des Ruines de Crozant.

Principales réalisations 2012

- Conception d'expositions sur la mémoire ouvrière du Département et sur l'inventaire des communes de Measnes et Fresselines.
- Organisation de la Journée du paysage à Saint-Marc-à-Loubaud.
- Création de la Maison Départementale des Patrimoines dans le cadre du regroupement des pôles développement et éducation, culture et sports, et intégration au sein de celle-ci de la gestion de la Réserve naturelle de l'Étang des Landes.
- Poursuite de l'inventaire et réalisation de 3 expositions sur le territoire du Pays Dunois.
- Publication de 5 cantons de la collection « Patrimoine de nos villages » et publication de l'ouvrage « Mémoire ouvrière de la Creuse » dans la collection « Patrimoine de la Creuse ».
- Antiquités et objets d'art : récolement quinquennal, finalisation de l'inventaire des objets mobiliers du Pays Dunois et organisation de la Commission départementale des objets mobiliers.
- Ruines de Crozant : achèvement de la campagne de cristallisation du donjon carré et de la tour en fer à cheval, sélection d'un programmiste pour l'étude préliminaire de la mise en valeur de l'ancienne forteresse, définition du projet de qualification touristique de la visite des Ruines.
- Organisation des « Rendez-vous Nature » à la Réserve naturelle de l'Étang des Landes.
- Lancement des travaux de réhabilitation du Domaine de Landes.

MAISON DÉPARTEMENTALE DES PATRIMOINES

Evolutions prévues pour 2013

- Renouvellement du plan de gestion de la Réserve naturelle de l'Etang des Landes qui permettra de dresser le bilan des actions menées depuis 2006 et d'élaborer le plan d'actions 2014-2018 en concertation avec les différents partenaires.
- Ouverture programmée fin 2013 de la Maison de la Réserve qui comprendra une salle d'exposition permanente et de nombreux outils permettant de sensibiliser les visiteurs à la fragilité des lieux.
- Conception et mise en place de l'exposition « Crozant, une forte-resse d'exception ».

**Chiffres clés**

• 8 publications réalisées depuis 2006 dans la collection « Patrimoine de la Creuse »

• 14 cantons et un hors-série ont fait l'objet d'une parution dans la collection « Patrimoine de nos Villages »

• Inventaire du Pays Dunois :

. 3.200 grilles de repérage

. 600 notices individuelles

. 27.000 photos de terrain

. 7.000 photos référencées et annexées aux notices

• 1.676 visiteurs à l'Etang des Landes dans le cadre du « Calendrier des Rendez-vous Nature » ou d'accueil de groupes

- AAD** : Association d'aide à domicile
- ACTP** : Allocation compensatrice tierce personne
- ADF** : Assemblée des départements de France
- AED** : Aide éducative à domicile
- AEMO** : Action éducative en milieu ouvert
- ANAH** : Agence nationale de l'habitat
- APA** : Allocation perte d'autonomie
- APRE** : Aide personnalisée de retour à l'emploi
- ARCEP** : Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
- ARS** : Agence régionale de santé du Limousin
- ASP** : Agence de services et de paiement
- BDC** : Bibliothèque départementale de la Creuse
- CAF** : Caisse d'allocations familiales
- CCAJL** : Centre culturel et artistique Jean Lurçat
- CCAP** : Cahier des clauses administratives particulières
- CEL** : Contrats éducatifs locaux
- CEN** : Conservatoire d'espaces naturels
- CESU** : Chèque emploi service universel
- CHS** : Comité hygiène et sécurité
- CHU** : Centre hospitalier universitaire
- CIADT** : Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire
- CLAS** : Contrats locaux d'accompagnement à la scolarité
- CLIC** : Centre local d'information et de coordination
- CNSA** : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie
- CPEF** : Centre de planification et d'éducation familiale
- CPIE** : Centre permanent d'initiatives pour l'environnement
- CUMA** : Coopérative d'utilisation de matériel agricole
- DASP** : Direction des actions sociales de proximité
- DCT** : Démarche collective territorialisée
- DDCSPP** : Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations
- DDFIP** : Direction départementale des finances publiques
- DDT** : Direction départementale du territoire
- DEFJ** : Direction enfance famille jeunesse
- DIRECCTE** : Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi
- DISC** : Direction de l'informatique et des systèmes de communication
- DPPA** : Direction des personnes en perte d'autonomie
- DRH** : Direction des ressources humaines
- DSP** : délégation de service public
- EHPAD** : Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes
- ENSA** : Ecole nationale supérieure d'art
- ENT** : Espace numérique de travail
- EPCI** : Etablissement public de coopération intercommunale
- EPL** : Etablissement public local d'enseignement
- ESAT** : Etablissement et service d'aide par le travail
- FDAEC** : Fonds départemental d'aide l'équipement des communes

FEADER : Fonds européen pour l'aménagement et le développement rural

FEDER : Fonds européen de développement régional

FSE : Fonds social européen

FSL : Fonds solidarité logement

GEM : Groupement d'entraide mutuelle

GIP : Groupement d'intérêt public

IP : Internet protocol

LEADER : Liaison entre actions de développement de l'économie rurale ; Leader est un programme européen destiné aux zones rurales

MAIA : Maison pour l'autonomie et l'intégration des malades Alzheimer

MASP : Mesures d'accompagnement social personnalisées

MDPH : Maison départementale des personnes handicapées

MSA : Mutualité sociale agricole

ODAS : Observatoire de l'action sociale décentralisée

OPH : Opérateur public de l'habitat

PAI : Point accueil informatique

PALULOS : Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale

PCH : Prestation de compensation du handicap

PDALPD : Plan départemental d'aide au logement des personnes défavorisées

PDI : Programme départemental d'insertion

PDIPR : Plan départemental des itinéraires de promenade et randonnée

PDTR : Plan départemental touristique de randonnée

PIG : Programme d'intérêt général

PLAI : Prêt locatif aidé d'intégration

PMI : Protection maternelle et infantile

PNR : Parc naturel régional

PRIG : Programme régional d'intérêt général

PTI : Pacte territorial d'insertion

RAM : relais assistantes maternelles

RCBC : réforme du cadre budgétaire et comptable

RDAS : Règlement départemental d'aide sociale

REAAP : Réseau d'aide et d'accompagnement à la parentalité

RPI : Regroupement pédagogique intercommunal

RSA : Revenu de solidarité active

SDAN : Schéma directeur régional d'aménagement numérique

SIG : Système d'information géographique

SRDE : Schéma régional de développement économique

TAA : Transport accompagné adapté

TBI : Tableau blanc interactif

TIC : Technologies de l'information et de la communication

UTAS : Unité territoriale d'action sociale

UTT : Unité technique territoriale

R A P P O R T D ' A C T I V I T É 2 0 1 2

.....



Hôtel du Département - BP 250 - 23011 Guéret Cedex - Tél. 05 44 30 23 23
Fax 05 44 30 23 27 - president@cg23.fr - www.creuse.fr